

Sao Tome and Principe

Smallholder Commercial Agriculture Project

Supervision Report

Main report and appendices

Mission Dates: 8-25 Septembre 2018
Document Date: 23/10/2018
Project No. 1100001687
Report No. 4883-ST

West and Central Africa Division
Programme Management Department

Abbreviations and Acronyms

AEF	Analyse Economique et Financière	
AFD	Agence Française de Développement	
AGR	Activité Génératrice de Revenus	
AGRIFAPA	Association pour la gestion du programme de développement de l'agriculture familiale et de la pêche artisanale	
ANO	Avis de Non Objection	
AT	Assistance Technique	
ATP	Assistance technique Permanente	
	BAfD	Banque Africaine de Développement
	BD	Base de données
	CADR	Centre d'Appui au Développement Rural
	CAO	Contrat Annuel d'Objectifs
	CATAP	<i>Centro de Aperfeiçoamento Técnico Agro-Pecuário</i>
	CE	Communauté Européenne
CECAB	Coopérative d'Exportation de Cacao Biologique	
CECAFEB	Coopérative d'Exportation de Café Biologique	
CECAQ 11	Coopérative d'Exportation de Cacao de Qualité	
CEPIBA	Coopérative d'Exportation de Poivre et Vanille	
CFP	Centre de formation professionnelle	
CIAT	Centre de Recherche en Agronomie Tropicale	
CL	Cadre Logique	
CNP	Comité National de Pilotage	
COPIL	Comité de Pilotage	
CTH	Centre de Traitement Humide	
CTHT	Centre Technique Horticole de Tamatave	
CTS	Centre de Traitement Sec	
Db	Dobra	
DCP	Document de Conception du Projet	
DRF	Demandes de Retrait de Fonds	
DT	Document de Travail	
EUR	Euro	
FENAPA	Fédération Nationale des Petits Agriculteurs	
FIC	Fonds d'Infrastructures Communautaires	
FIDA	Fons International de Développement Agricole	
FLOCERT	Organisme de Certification	
GAG	Goutte à Goutte	
GEF (FEM)	Fonds pour l'Environnement Mondial	
GEPA	Entreprise de Commerce Equitable (Allemagne)	
IGP	Indication géographique protégée	
Hom & Ter	Entreprise partenaire de la CEPIBA	
IDH	Indicateur de Développement Humain	
KAOKA	Entreprise Chocolatière, partenaire de la CECAB	
MADR	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	
MFF	Mécanisme Flexible de Financement	
OP	Organisation de producteurs	
PAPAC	Projet d'Appui à la Petite Agriculture Commerciale	
PAPAFPA	Programme Participatif d'Appui à l'Agriculture Familiale et à la Pêche Artisanale	
PIB	Produit Intérieur Brut	
PNAPAF	Programme National d'Appui à l'Agriculture Familiale	
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement	

PPM	Plan de Passation des Marchés
PRIASA	Projet de Réhabilitation des Infrastructures d'Appui à la Sécurité Alimentaire
PROPAC	Plateforme Régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuels
RAF	Responsable Administratif et Financier
RMP	Revue à Mi-Parcours
RSE	Responsable du Suivi-Evaluation
SE	Suivi-Evaluation
SIG	Système d'Information Géographique
SMART	Spécifique, Mesurable, Accessible, Réaliste, Temporel (indicateur SMART)
SMRO	Système de Mesure des Résultats Opérationnels (en anglais, ORMS : Operational Results Measurement System)
SP	Sans Prévision
STP	São Tomé et Principe
STD	São Tomé Dobra (Ancienne monnaie)
STN	São Tomé Dobra (Nouvelle monnaie)
SYGRI	Système de Gestion axé sur les Résultats et Impacts (en anglais, RIMS: Results and impact management system)
TdR	Termes de Référence
TOMPRO	Progiciel comptable et de gestion de Projets
UCP	Unité de Coordination de Programme

A. Project Overview

Region:	West and Central Africa Division	Project at Risk Status:	Not at risk
Country:	Sao Tome and Principe	Environmental and Social Category:	B
Project Name:	Smallholder Commercial Agriculture Project	Climate Risk Classification:	not available yet
Project Id:	1100001687	Executing Institution:	Ministry of Agriculture, Rural Development and Fisheries
Project Type:	Rural Development	Implementing Institutions:	not available yet
CPM:	Bernard Hien		
Project Director:	not available yet		
Project Area:	not available yet		

Approval Date	13/09/2014	Last audit receipt	20/06/2017
Signing Date	29/09/2014	Date of Last SIS Mission	25/09/2018
Entry into Force Date	29/09/2014	Number of SIS Missions	8
Available for Disbursement Date	22/06/2015	Number of extensions	0
First Disbursement Date	19/12/2014	Effectiveness lag	0 months
MTR Date	09/10/2017		
Original Completion Date	30/09/2020		
Current Completion Date	30/09/2020		
Financial Closure	not available yet		

Project total financing

IFAD Financing breakdown	Debt Sustainability Framework	\$3,000,000
	Debt Sustainability Framework	\$3,000,000
Domestic Financing breakdown	Beneficiaries	\$1,000,000
	National Government	\$900,000
Co-financing breakdown,	Agence française de développement	\$700,000
	To be determined	\$1,190,000
Project total financing		\$9,790,000

Current Mission

Mission Dates:	8-25 Septembre 2018
Days in the field:	4
Mission composition:	M. Bernard Hien, Représentant – Directeur, Hub Sous Régional de l'Afrique Centrale/FIDA, M. Vincenzo Galastro, Consultant/FIDA, M. Damien Ngendahayo, Chef de mission technique, Mme Anne Françoise Thierry, spécialiste en suivi-évaluation, Mme Oumou Touré, spécialiste des aspects fiduciaires, M. Bernard Adrien, expert agronome, et M. Sylvain Dardel, expert post-récolte.
Field sites visited:	CEPIBA (Rio Lima, Pótó, Água Sampaio) ; CECAQ 11 (Pedroma, Mestre António); CECAFEB (Poiso Alto, Água Casada, Monte Café) ; Micro-irrigation (Santa Luzia).

B. Overall Assessment

Key SIS Indicator #1	Ø	Rating	Key SIS Indicator #2	Ø	Rating
Likelihood of Achieving the Development Objective		4	Assessment of the Overall Implementation Performance		5

Effectiveness and Developmental Focus	4	Project Management	4
Effectiveness	4	Quality of Project Management	5
Targeting and Outreach	5	Knowledge Management	4
Gender equality & women's participation	3	Value for Money	4
Agricultural Productivity	4	Coherence between AWPB and Implementation	4
Nutrition	N/A	Performance of M&E System	3
Adaptation to Climate Change	4	Requirements of Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP)	

Sustainability and Scaling-up	4	Financial Management and Execution	5
Institutions and Policy Engagement	4	Acceptable Disbursement Rate	6
Partnership-building	4	Quality of Financial Management	5
Human and Social Capital and Empowerment	3	Quality and Timeliness of Audit	4
Quality of Beneficiary Participation	4	Counterparts Funds	3
Responsiveness of Service Providers	4	Compliance with Loan Covenants	5
Environment and Natural Resource Management	4	Procurement	4
Exit Strategy	4		
Potential for Scaling-up	5		

Relevance

C. Mission Objectives and Key Conclusions

Background and Main Objective of the Mission

Contexte et objectif de la mission

1. Le portefeuille du FIDA à São Tomé-et-Principe (STP) est actuellement composé d'un seul projet, le "Projet d'Appui à la Petite Agriculture Commerciale (PAPAC) d'un montant de 3 millions de US\$, approuvé par le FIDA le 13 septembre 2014 et entré en vigueur le 29 septembre 2014. Les dates d'achèvement et de clôture sont prévues respectivement le 30 septembre 2020 et le 31 mars 2021. Un financement supplémentaire de 3 millions de US\$ a été approuvé par le Conseil d'Administration du FIDA le 9 avril 2016. Le PAPAC a pour but de réduire la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire. Son objectif spécifique est de fournir à 4 750 ménages ruraux (soit 18 500 habitants) les plus vulnérables, des opportunités durables d'accès à des revenus issus de la valorisation équitable de leurs productions végétales et animales sur des marchés de niche à l'exportation et sur le marché interne.
2. Le Projet est organisé en quatre composantes : (i) « Développement des plantations familiales », dont le but est de permettre à environ 4 350 ménages cibles de disposer à la fin du projet d'une exploitation agricole viable et professionnelle dans les filières déjà appuyées au cours du PAPAFA (cacao, café et poivre); (ii) « Consolidation des organisations de producteurs (OP) ». Cette composante comprend trois volets: a) infrastructures rurales ; b) appui à l'organisation et à la gestion des OP; et c) renforcement du cadre commun aux différentes OP; (iii) « Nouveaux domaines d'intervention », qui, par l'introduction de techniques adaptées de micro-irrigation et la mise au point de modèles intégrés « *contract farming* » avec des opérateurs privés nationaux spécialisés dans la viande de porc et la volaille de qualité devra permettre à environ 1 100 ménages d'accéder à de nouvelles opportunités durables de revenus monétaires et/ou de renforcer la rentabilité d'activités qu'ils pratiquent déjà; et (iv) « Coordination, gestion et suivi-évaluation du projet ».
3. La mission de supervision s'est déroulée à STP du 17 au 25 septembre 2018. Elle avait pour objectifs : (i) évaluer l'application des recommandations formulées au cours de la mission de revue à mi-parcours du projet, et faire le point sur l'état d'avancement des activités menées au niveau de chaque composante ; et (ii) analyser, avec l'ensemble de l'équipe du projet et les principaux partenaires impliqués dans la mise en œuvre, les difficultés et contraintes rencontrées dans l'exécution des activités du projet, et proposer des solutions et recommandations appropriées.
4. La mission a visité un échantillon représentatif des réalisations du projet comprenant notamment les plantations et unités de transformation de cacao, café, et poivre, ainsi que des systèmes de micro irrigation en cours d'expérimentation.
5. La mission a été reçue en audience par son Excellence M. Teodorico de Campos, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, le 25 septembre 2018. La réunion de restitution des résultats, en présence de l'équipe du projet et des Directeurs Exécutifs des Coopératives appuyées par le PAPAC, a eu lieu le 24 septembre 2018. La passation de services entre M. Vincenzo Galastro, CPM sortant pour STP et M. Bernard Hien, Représentant – Directeur du Hub Sous Régional de l'Afrique Centrale, qui prendra en charge le portefeuille de STP, a eu lieu au cours de cette mission.
6. La mission adresse ses remerciements au Gouvernement de la République Démocratique de STP pour l'accueil chaleureux et la disponibilité des autorités et des populations bénéficiaires. Elle remercie particulièrement l'équipe du PAPAC et ses partenaires clés (CECAQ 11, CEPIBA, et CECAFEB) pour leur collaboration, leur disponibilité et les informations fournies; ainsi que pour la qualité de l'organisation des visites de terrain.

Key Mission Agreements and Conclusions

Principales mesures convenues et conclusions

1. La pleine autonomie financière de la CECAB a été atteinte à fin 2017 et le sera dans le cas de la CECAQ 11 à fin 2018. L'autonomie de ces deux coopératives est l'indicateur de durabilité du modèle de partenariat public-privé proposé par le PAPAFA puis par le PAPAC, qui doit encore être parachevé dans le cas de la CEPIBA et de la CECAFEB. Ce modèle mérite d'être diffusé et mis à échelle par le Gouvernement et les autres bailleurs de fonds. Le PAPAFA puis le PAPAC, avec l'appui d'un financement complémentaire de l'AFD dans le cas de la CECAFEB, ont largement contribué à asseoir les bases des coopératives en termes d'infrastructures et équipements. **Il est capital que ces biens leur soient acquis de façon pérenne, ce qui implique leur rétrocession en bonne et due forme.**
2. Comme défini dans le cadre de la mission de RMP, le PAPAC s'est concentré sur les aspects d'autonomisation de trois coopératives (hormis la CECAB) pour la période restante de mise en œuvre du projet (2018 – 2019). Aussi, les fonds alloués à ces coopératives ont été consacrés en priorité aux investissements de production (réhabilitation et / ou création de plantations nouvelles) en intégrant de nouveaux petits planteurs. Les résultats atteints en 2018 en termes de plantations sont pleinement à la hauteur des prévisions pour les trois coopératives et **le PAPAC consacrera son appui en 2019, selon cette même ligne d'action, sur la CEPIBA et la CECAFEB.**
3. Les résultats obtenus par les coopératives sont assez disparates, en fonction de la maîtrise du potentiel agronomique, de la qualité des infrastructures post-récolte, du leadership au sein des coopératives et associations et de l'implication des producteurs, de la stratégie commerciale et la qualité des partenariats. Pour la CECAQ 11, tous ces indicateurs sont au vert, même si la **professionnalisation technique et institutionnelle des agriculteurs est à améliorer. La CEPIBA nécessite en outre de moderniser son potentiel de transformation.** Force est de constater que malgré des avancées significatives en termes de valorisation et

commercialisation locale du café, la CECAFEB est encore dans une situation très vulnérable, liée notamment à des difficultés d'ordre agronomique, de gestion et d'accès sécurisé au marché.

4. Compte tenu des ressources encore disponibles à la RMP, le FIDA et le Gouvernement se sont accordés pour réduire les effectifs du personnel du PAPAC. A cet effet, le projet a sollicité les services d'un juriste qui l'a appuyé dans la rédaction des lettres de préavis qui ont été envoyés au personnel concerné dans les délais prévus par le code du travail. Les contrats de travail prévoient que « le contrat pourra être résilié en cas d'arrêt ou diminution du financement, à travers un préavis de deux mois de la part de l'Employeur ». Ce préavis de deux mois a été respecté. Le Gouvernement a sollicité le concours du FIDA dans le règlement des indemnités du personnel dont les contrats ont été résiliés. Pour évaluer cette requête, le FIDA a sollicité l'envoi du dossier complet y relatif, qui est toujours attendu.
5. Dans la perspective de l'achèvement et de la clôture prévus le 31 décembre 2019 et le 30 juin 2020 respectivement, une mission d'achèvement sera réalisée en février 2020. Il convient de rappeler que le processus d'achèvement du projet relève en premier lieu de la responsabilité du Gouvernement. A cet effet, le PAPAC en concertation avec le FIDA devra **finaliser le planning d'achèvement^[1] incluant la réalisation des études thématiques requises, l'élaboration des TdR de la mission, et l'identification et contractualisation des consultants.**
6. **Note Stratégique Pays.** Etant donné que São Tomé et Príncipe est éligible à l'allocation du FIDA pour la période 2019-2021, le FIDA et le Gouvernement, en collaboration avec les autres partenaires de développement, prépareront une Note de Stratégie Pays pour encadrer les investissements prioritaires dans les années à venir. La préparation de cette Note de Stratégie démarrera au cours du premier trimestre 2019, pour une approbation par les instances du FIDA au plus tard en juin 2019. En prélude à cet exercice, le Gouvernement engagera une **réflexion sectorielle sur les orientations stratégiques futures de l'intervention du FIDA en République Démocratique de São Tomé et Príncipe, y compris l'identification du projet qui va opérationnaliser la stratégie Pays.**

[1] Voir appendice 4 du rapport de supervision

D. Overview and Project Progress

1. Le progrès majeur enregistré par le PAPAC depuis la RMP d'octobre 2017 est l'intégration de nouveaux planteurs par les trois coopératives encore appuyées, ce qui a contribué à l'augmentation du nombre de bénéficiaires du projet. Au 31 août 2018, les coopératives partenaires du projet avaient pratiquement atteint ou même dépassé leurs cibles en termes du nombre de producteurs appuyés : 4 079 bénéficiaires touchés sur 4 350 prévus (94%) dans l'ensemble dont 2 139 pour la CECAB (89%), 1 136 pour la CECAQ 11 (87%), 450 pour la CECAFEB (144%), et 354 pour la CEPIBA (104%). A l'exception de la CECAFEB, les trois coopératives sont également sur la bonne voie pour atteindre leurs cibles annuelles en termes de production commercialisée (taux de réalisation de plus de 50% de leur objectif). Avec environ 9 tonnes de café vert commercialisé par la CECAFEB au 31/12/2017 (**45% de sa cible annuelle finale revue à la RMP**), l'atteinte de l'autosuffisance financière (point d'équilibre) pour cette coopérative à l'horizon 2020 est peu probable. Il est à noter que les deux coopératives d'exportation de cacao ont déjà atteint cet objectif : CECAB depuis 2012 et CECAQ 11 à partir de janvier 2018. La CEPIBA a de fortes chances de l'atteindre en 2019 ou 2020.
2. Le taux d'exécution financière global du PAPAC sur les fonds FIDA est passé de 75,32% au 30 septembre 2017, à **88,56%** au 31 août 2018. Sur les ressources totales destinées au projet, le taux de décaissement est **d 74,3%** par rapport au budget actuel de 8,34 millions USD. Sur le financement AFD, le taux de décaissement est de **32,45%**. Sur la contrepartie du gouvernement et la contribution des bénéficiaires, les taux sont respectivement de **19,22%** et de **67,72%**.
3. L'exécution budgétaire du PTBA 2017 est de **96,4%** (97% avec les engagements) et celui du PTBA 2018 de **68,9%** au 31 août 2018 (77,7% avec les engagements). Le taux d'exécution financière du PTBA est **satisfaisant** et les projections au 31 décembre 2018 permettent d'envisager une réalisation de près de **100%**. Le taux global d'exécution physique du PTBA 2017 et du PTBA 2018 (au 31/08/2018) est estimé respectivement à **85%** et **61%**.
4. Le PTBA 2019 est en cours de finalisation et sera soumis au FIDA dans les délais réglementaires. Le PTBA 2020 de six mois (janvier -juin 2020) comprendra seulement des activités de clôture. **Il faut noter que selon les procédures de clôture des projets FIDA, toutes les activités doivent être achevées et les paiements réglés à la date d'achèvement ; seules les dépenses relatives à la clôture sont éligibles après cette date.**

Composante 1. Développement des plantations familiales

Intégration de nouvelles communautés/planteurs

L'intégration de nouveaux planteurs se fait selon les prévisions en 2018, voire avec un large dépassement. Pour la CECAQ 11, il était prévu 10 nouveaux bénéficiaires (10 ha) en 2018. A fin août, 72 producteurs ont déjà été intégrés, pour compenser en partie le nombre de membres exclus (environ 120). Pour la CECAFEB, il était prévu 70 nouveaux bénéficiaires (70 ha) d'ici fin 2019 ; 34 nouveaux bénéficiaires ont déjà été intégrés sur les 40 prévus en 2018, qui devraient tous l'être d'ici fin 2018. Pour la CEPIBA, il était prévu 120 nouveaux bénéficiaires (20,8 ha) d'ici fin 2019. 21 nouveaux bénéficiaires ont déjà été intégrés sur les 60 prévus en 2018, qui devraient tous l'être d'ici fin 2018.

Création, rénovation, densification, et amélioration des plantations

1. CECAQ 11. En 2017, les 400 ha prévus ont pu bénéficier d'appui à la taille de production et 450 ha (400 prévus) d'appui au réglage de l'ombrage. La situation des pépinières a été satisfaisante, avec la production et distribution des 50.000 plants prévus. Un total d'environ 39.000 plants clonaux greffés (50.000 prévus) et près de 45.000 plants greffés (50.000 prévus) a été produit. A fin août 2018, les réalisations sont satisfaisantes : 204 ha taillés (200 prévus) et 570 ha (200 prévus) pour le réglage d'ombrage, production des 50.000 plants et des 25.000 plants clonaux greffés prévus, greffage d'environ 29.000 pieds (25.000 prévus).
2. Le programme de lutte contre le mildiou a continué en 2017 (1.360 ha traités sur 1.700 prévus) et en 2018 (1.092 ha traités sur 2.185 prévus), le sulfate de cuivre étant importé directement par la Coopérative[1] en 2018. Elle a réussi à solutionner l'approvisionnement de compost (45 t en 2017 ; 30 t contre 25 prévues en 2018). La production et plantation de plants d'arbres prévue en 2017 n'a été que partiellement réalisée (700 plants, 5.000 prévus) et l'entretien régulier des 3 forêts existantes assuré en 2017 et 2018.
3. La CECAQ 11 a acheté 302 t de cacao sec en 2017 (350 prévues). La coopérative a souffert de la forte baisse des prix du cacao; le prix moyen FOB était de 2.810 euros la tonne, pour un prix au producteur de 50.000 STD[2]. Jusqu'à août 2018, la production totale est de 151 t mais devrait atteindre l'objectif annuel fixé à 420 t; le prix moyen FOB est le même qu'en 2017 et le prix au producteur réévalué à 53 STN[3] le kilo.
4. CECAFEB. En 2017, la production et la plantation de pieds d'arabica a été très en-deçà des prévisions (environ 25.000 contre 40.000 prévus); la situation étant l'inverse pour le robusta (43.000 plants, sans prévision initiale). Le traitement avec du Dipel n'a été réalisé que sur 28 ha (310 prévus), la régulation d'ombrage a été faite sur 32 ha (30 prévus) et 42.000 trous ouverts (40.000 prévus). Pour 2018, il est prévu la production de 10.000 plants d'arabica (20 000 initialement) et 30.000 de robusta (20 000 initialement), qui devrait être réalisée.
5. Les difficultés rencontrées en 2017 et 2018 ont été liées (i) à une période de sécheresse en début d'année, la chute précoce des fleurs, l'apparition de maladies et un traitement phytosanitaire insuffisant ayant entraîné d'importantes pertes pour l'arabica, (ii) à des difficultés de trésorerie pour l'achat de cerises et (iii) au fait que certains membres vendent leur production en-dehors de la coopérative.
6. Pour 2017 était prévu l'achat de 12,5 t de café sec (revu à la baisse à 10,3 t), seulement 8,5 t ont été achetées (5,6 t d'arabica et 2,8 de robusta). Le prix moyen FOB (arabica vert) était d'environ 6.000 Euros/ t (prévision de 5.000), pour un prix au producteur de 15 000 STD / kg de cerise arabica et 12.000 STD pour le robusta. Pour 2018, la production récoltée devrait être très inférieure aux prévisions pour l'arabica (2,5 t à fin août, 3 t prévues fin 2018, contre une prévision initiale de 8 t) ; elle devrait par contre correspondre à la prévision initiale de 7 t pour

- le robusta (6 t déjà récoltées). Globalement, la quantité totale devrait donc atteindre 10 t (15 t prévues).
- La coopérative augmente progressivement son activité de torréfaction et de vente de café torréfié sur le marché national et régional (4,1 t en 2017 à 87.000 STD / kg ; 3,5 t jusqu'à août 2018).
 - Un AO a été lancé en septembre 2018 pour la réalisation d'une étude, sur fonds du FIDA, visant à identifier l'origine des problèmes agronomiques rencontrés dans la culture du café et y apporter des solutions. L'étude elle-même devrait être réalisée d'ici fin 2018.
 - CEPIBA. En 2017, les réalisations ont été largement au-delà des prévisions pour les nouvelles surfaces ouvertes (6,9 ha, 5 prévus), la production et distribution d'environ 50.000 plants de poivriers (35.000 prévus) et de 35.000 tuteurs (26.000 prévus) ; la préparation d'environ 12.000 trous a correspondu aux prévisions ; seul l'aspect flemingia a été en-deçà des prévisions (environ 29.000 pieds, 45.000 prévus).
 - A fin août 2018, les indicateurs de réalisation concernant la production et la plantation (de plants, de tuteurs et de flemingia) sont autour de 35% ; le volume d'activités devrait s'accroître considérablement à partir d'octobre, ce qui laisse présager qu'en fin d'année, les prévisions auront été réalisées. 14,3 t de poivre sec ont été collectées en 2017 (17 t prévues), pour un prix moyen au producteur d'environ 200.000 STD / kg et un prix FOB de 13 Euros / kg (poivre blanc et poivre noir). La récolte a déjà atteint 17 t à fin août 2018, pour une prévision annuelle de 23 t.

Composante 2. Consolidation des Organisations de Producteurs

Infrastructures rurales

- Le séchage des produits est une étape incontournable. Depuis 2017 les coopératives innovent en confectionnant des séchoirs nouveaux, plus économes en plastique et en bois. A Principe, le dispositif de séchage du poivre est différent (local fermé de plastique noir, plateaux superposés). Il s'avère nécessaire d'évaluer l'efficacité technico-économique de ces infrastructures, en comparant avec des séchoirs « classiques » (recommandation de la mission de revue à mi-parcours).
- CEPIBA.** Le centre de traitement du poivre de Rio Lima nécessite d'être modernisé. Le projet a financé la construction d'un centre de distribution d'eau potable, achevée en 2018, permettant d'éviter la contamination bactériologique ; reste la question des modalités de gestion de cette infrastructure. Le projet ne pouvant financer la réhabilitation du centre de traitement du poivre, il accompagnera la CEPIBA à élaborer un projet de financement pouvant être soumis à financement.
- CECAFEB.** De nombreux investissements et travaux ont eu lieu en 2018 : CTS d'Agua Casada, CTH de Poiso Alto, bâtiment technique et administratif de Monte Café, séchoirs à Bem Posta. La qualité des infrastructures est aujourd'hui suffisante pour traiter le café de la CECAFEB. D'autres investissements ne semblent pas nécessaires à court terme, hormis la réhabilitation du séchoir traditionnel d'A. Casada.
- Fin 2018, l'unité de Monte Café devrait se limiter à la torréfaction et à l'administration, le déparchage / dépelliculage sera transféré à A. Casada. Les équipements ont été fournis sur financement AFD et nécessitent d'être installés. La formation du personnel de la CECAFEB à l'usage de l'équipement n'a pas été prévue, une requête en ce sens a été soumise par la CECAFEB au projet.
- Logistique : le café destiné à la torréfaction sera transféré des CTH[4] à A. Casada (Nord) pour séchage et déparchage, puis à Monte Café (Centre) pour la torréfaction, puis à São Tomé (Nord-Est) pour la distribution et vente. Cela interroge sur la pertinence économique du dispositif, malgré la rénovation récente des bâtiments de M. Café où les employés de la CECAFEB résident. Le PAPAC pourrait se pencher sur cette viabilité économique (voir appendice 4 du rapport de supervision).

Appui à l'organisation des OP

- Fin 2017, le fonctionnement de la CEPIBA et la CECAFEB dépendait de l'appui extérieur à hauteur respectivement de 38% et de 58%. Par rapport à 2016 la situation de la CEPIBA est stable alors qu'elle est meilleure pour la CECAFEB (82% en 2016). Néanmoins la situation de cette dernière reste inquiétante, face à la fin proche du projet (fin 2019). Les volumes offerts sont encore trop faibles pour équilibrer la situation (9 t vendues en 2017). Pour atteindre l'équilibre, la CECAFEB estime devoir commercialiser un minimum de 23 t de café (8 t arabica, 15 t robusta).
- Sur le plan commercial, les orientations de la CECAFEB interrogent. Elle a pris l'option depuis 2 ans de privilégier le marché local du café torréfié (pur robusta, blend). Alors qu'un partenariat avec la société française Malongo est en cours, à laquelle furent exportés en 2017 3 t d'arabica[5]. Elle se serait engagée à fournir 4 t en 2018 mais ne pourra assurer que 2 t (production insuffisante). La vision de la CECAFEB sur ce volet exportations semble incomplète. Il est difficile d'imaginer l'abandon progressif ou une forte réduction des exportations, d'autant que la coopérative dispose aujourd'hui d'un « parc industriel » dont le potentiel doit dépasser les besoins du marché national. Le PAPAC pourrait inviter Malongo à São Tomé afin de faire un bilan du partenariat, identifier les goulots d'étranglement et les éventuelles pistes de collaboration future.
- Jusque fin novembre 2017 le PAPAC a appuyé la CEPIBA et la CECAFEB à la mise en place de bases de données de suivi des ventes et production[6]. La CEPIBA fait un usage régulier de la BD. La CECAFEB reçoit toujours l'appui du projet pour maîtriser la base des données de production.
- Il serait judicieux que la CEPIBA établisse une collaboration, initialement sous forme d'un voyage d'étude, avec des opérateurs de la filière poivre au Cameroun où celle-ci est particulièrement bien développée en termes de production et de valorisation (« poivre de Penja »). L'expérience du Cameroun en termes d'IGP serait également analysée à cette occasion.**

Renforcement du cadre commun aux différentes OP

- Les coopératives reconnaissent le besoin de renforcer l'esprit coopératif de leurs membres. Des détournements

de vente sont fréquents. L'attrait d'un prix plus rémunérateur est une première explication, mais d'autres causes peuvent s'y trouver : faible communication, leadership, etc.

2. Dans un objectif d'autonomie des associations, la CECAFEB a décidé de céder la gestion des centres de traitement humide (CTH) aux associations locales. L'expérience a débuté en 2016 Colonia Açoriana. Elle se poursuivra avec le CTH de Poiso Alto, en cours de construction. Pour l'heure, la CECAFEB préfinance l'achat de cerises et le fonctionnement du CTH, mais l'objectif à court terme est l'autonomie de gestion des CTH par les associations et l'achat du café parche par la CECAFEB. Ce dispositif mérite d'être évalué.
3. La CEPIBA a fait éditer des manuels de formations aux pratiques culturelles du poivre. Cette initiative devrait être reproduite pour toutes les coopératives et aussi sur les aspects post-récolte. Avec une approche différente : des manuels et posters pour plus de visuel. Ce travail pourrait impliquer les coopératives dans le contenu technique, la conception et l'édition étant confiées à un prestataire local, avec le soutien technique et financier du PAPAC.
4. Les plans d'affaire 2018-2020 des coopératives sont élaborés dans la temporalité du projet. Cette approche ne permet pas aux coopératives une vision entrepreneuriale. Le projet devrait accompagner la CECAFEB à élaborer un plan d'affaire incluant un compte d'exploitation prévisionnel pour chacune de ces unités, au-delà de la fin du projet, prenant en compte les options agronomiques et commerciales. Le Projet doit présenter dans le cadre du Rapport d'Achèvement une évaluation précise sur l'adoption et internalisation des Plans d'Affaires (et des autres outils de planification et gestion) de la part des Coopératives.
5. En 2018 a démarré le processus d'obtention du label IGP pour le cacao, café et poivre de São Tomé e Príncipe, avec le cofinancement de l'AFD. A date, le projet est dans l'attente de l'approbation par l'AFD de l'avenant au financement de ce processus afin d'achever l'élaboration du cahier des charges IGP de STP. Ce cahier des charges sera ensuite transmis au CE

Composante 3. Nouveaux domaines d'intervention

6. **Micro-irrigation.** La cellule « irrigation » a été intégrée au sein du MADR, avec un fonds réduit pour payer les prestations du technicien (auquel s'est de fait ajouté un assistant) chargé de l'acquisition du matériel, du montage et du suivi des systèmes. Le nombre de modèles préconisés (un modèle au lieu de deux), le nombre de bénéficiaires (30 au lieu de 60) et les modalités de financement (pas de participation des bénéficiaires pour l'achat du matériel disponible localement) ont été modifiés par rapport aux recommandations de la RMP mais ne remettent pas fondamentalement en cause le bien-fondé de cette activité. Le processus d'importation a été très retardé, l'ensemble du matériel est désormais disponible, la sélection des 30 bénéficiaires vient d'être finalisée par le CADR et validée par le technicien du MADR. Il est regrettable que les kits n'aient pu être installés comme prévu avant le début de la « *gravana* » soit mai-juin 2018 mais en tout état de cause ils devraient l'être d'ici fin 2018.
7. Par ailleurs, sur les 13 systèmes goutte-à-goutte précédemment installés dans le cadre du PAPAC à São Tomé, 10 (5 pour le poivre et 5 pour le maraîchage) sont opérationnels et bénéficient de l'appui technique régulier des deux techniciens. Rappelons qu'il a été recommandé de concentrer ce volet micro-irrigation sur l'île de São Tomé, à l'exception d'un système initié à Príncipe et non encore totalement opérationnel.
8. Il est fondamental que cet appui technique puisse être garanti jusqu'à l'achèvement du PAPAC, faute de quoi les acquis de ce volet « micro-irrigation » initié, certes à petite échelle, dans le cadre du Projet courraient le risque d'être perdus. Il conviendra de s'assurer (i) que chaque bénéficiaire (y compris les plus « anciens ») signe une déclaration de responsabilité, stipulant notamment son accord pour recevoir la visite d'agriculteurs sur sa parcelle ; et (ii) qu'un minimum de données sur la production et l'exploitation soient recueillies par chaque bénéficiaire et transmis à la cellule S&E du PAPAC.
9. Enfin, si la RMP avait préconisé l'arrêt du champ de démonstration de Mesquita, arrêt qui s'est matérialisé, elle ne prévoyait pas l'installation d'un nouveau champ. Il a cependant été décidé de réinitier cette expérience dans le cadre du CATAP, avec la contrainte majeure que ce centre ne dispose pas d'approvisionnement en eau. Le coût y afférent pourrait être supporté par PAPAC[1] et permettre à ce centre d'améliorer sensiblement son fonctionnement.
10. **Elevage de poulets de chair.** Aucune avancée significative ne s'est concrétisée pour assainir la situation conflictuelle créée par l'opérateur au sein de la communauté bénéficiaire ; il est indispensable que le Projet prenne les mesures nécessaires pour régler définitivement cette question et clôturer l'activité.
11. **Elevage porcin.** Le PAPAC a tenté en vain de transférer au CADR (avec un certain appui financier) la responsabilité du suivi des deux groupes. Comme alternative, il est désormais prévu que le PAPAC prenne attache avec le projet élevage cofinancé par la Chine.

[1] Environ 1 000 US\$

NAPI[1] pour validation et inscription.

[1] Centre National de Propriété Intellectuelle

[1] En partenariat avec la CECAFEB

[2] Ancienne monnaie

[3] Nouvelle monnaie (1 STN = 1 000 STD)

[4] Colona Açoriana, Bem Posto, Poiso Alto, Santa Catarina

[5] Plus 420 kg à la société portugaise Cafimport

[6] La CECAQ 11 a reçu l'appui d'une entreprise cap-verdienne sur ce thème.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Overview and Project Progress		
Cadre commun aux OP Finaliser la mise en place du processus IGP (AFD)	UGP	12/2018
Infrastructures rurales Clarifier les modalités de gestion de l'infrastructure de distribution d'eau de Rio Lima Elaborer un projet de rénovation et développement industriel du centre de traitement de poivre de Rio Lima (faisabilité technico-économique) Veiller à la formation du personnel technique et du responsable qualité du centre d'Agua Casada à l'usage et l'entretien de la machine de déparchage et dépelliculage / polissage du café. Réhabiliter le séchoir « traditionnel » d'A. Casada avec contribution de la CECAFEB	UGP/coop	03/2019
Appui aux OP Renforcer la CECAFEB dans la gestion des bases de données (collecte, traitement) surtout pour les données de production Accompagner la CECAFEB à élaborer un compte d'exploitation et de résultat prévisionnel sur 5 ou 10 ans Réalisation d'un voyage d'étude « poivre » et « IGP » au Cameroun	UGP/Coop	03/2019

E. Project implementation

a. Development Effectiveness

Effectiveness and Developmental Focus		
Effectiveness	Rating: 4	Previous rating: 5

Justification of rating

L'efficacité du PAPAC est jugée plutôt satisfaisante. Quinze mois avant la fin opérationnelle du PAPAC, il est probable que plus de 70% des résultats soient atteints ou s'approchent des cibles, révisées à la RMP, d'ici fin 2019. Sur les acquis du PAPAFA, le PAPAC a en effet pu aider à la viabilisation de trois coopératives (CECAB, CECAQ 11 et probablement CEPIBA d'ici 2020).

Par contre, comme déjà souligné ci-dessus, les indicateurs de production et recettes moyennes de la CECAFEB sont en deçà des prévisions (tendance accentuée en 2018) suggèrent que la coopérative ne sera pas autonome d'ici fin 2019. Les indicateurs des nouveaux domaines d'intervention sont largement en deçà des attentes, avec des revenus insuffisants générés par l'élevage.

Log-Frame Analysis & Main Issues of Effectiveness

La CECAB et la CECAQ 11 ont déjà atteint leur point d'équilibre et sont jugées rentables et durables, avec des tendances positives : en 2018, la CECAQ 11 pratique un prix FOB au producteur légèrement supérieur au prévisionnel et prévoit un dépassement de production commercialisable. La CEPIBA compte également atteindre son point d'équilibre avant 2020. En effet, malgré un résultat faible en 2017 (81% de la cible), la coopérative connaît une augmentation considérable des recettes annuelles par producteur en 2018 (108% de la cible finale révisée à la RMP déjà atteinte au 31/08/2018), avec des productions commercialisables pour 2018-2019 et un prix au producteur en 2018 favorables (106% du prévisionnel).

Les augmentations de production prévues sur les années à venir issues des plantations actuelles (2 669 ha plantés ou réhabilités par les quatre coopératives, soit 105% de la cible finale) sous-tendent une évolution toujours croissante des recettes par membre. Ceci est d'autant plus vrai que les quatre coopératives ont capitalisé durant le projet dans des facteurs de production et de transformation (plus de 95% des installations de transformation et 83% des installations de stockage estimées en place et opérationnelles, dont la dernière est en cours d'achèvement à Poiso Alto, CECAFEB[1]). La professionnalisation des producteurs, toute coopérative confondue, doit encore se poursuivre (à la RMP, seulement 31% étaient jugés professionnels sur 60% prévus avec une tendance positive en 2018), avec un accent à mettre sur les formations en gestion des exploitations et approche coopérativiste. Les taux d'adoption de pratiques semblent relativement corrects (malgré un suivi insuffisant sur ce volet).

Par contre, au vu d'une faible production par rapport aux prévisions pour 2018 (arabica et robusta) et de recettes moindres attendues (production attendue commercialisable en deçà des prévisions et diminution de recettes en arabica non compensée par celles du robusta), la CECAFEB ne devrait pas atteindre ces objectifs de production et recettes en 2018, et le point d'équilibre prévue en 2020 ne devrait pas être atteint avant la fin du projet. Les installations et le positionnement stratégique de la CECAFEB sur le robusta ont pourtant permis d'offrir un meilleur accès au marché local aux membres de la coopérative.

Quelle que soit la coopérative, les tendances sont positives sur l'amélioration des conditions de vie et la nutrition des membres bénéficiaires des coopératives, ce qui devrait être mis en évidence par l'étude d'impact du FIDA actuellement en cours. Seules la consolidation et durabilité de ces effets pour les bénéficiaires de la CECAFEB semblent compromises.

Le retard dans la mise en œuvre des activités complémentaires de micro-irrigation en 2018 ne permet pas d'avoir de retour d'expérience à ce jour pour isoler des effets sur les productions et revenus additionnels. Le recueil de données sur les systèmes précédemment installés n'a pas été mis en place. Cependant, des informations qualitatives obtenues auprès des bénéficiaires, il ressort que les effets de ces installations sont significatifs.

[1] Ceci étant conditionné au transfert de propriété des infrastructures et équipements aux coopératives

Development Focus		
Targeting and Outreach	Rating: 5	Previous rating: 5

Justification of rating

Le ciblage des bénéficiaires est satisfaisant. L'objectif en termes de portée est pratiquement atteint, notamment via les appuis aux coopératives qui concernent pour la majorité des bénéficiaires de zones rurales vulnérables.

Main issues

Le PAPAC cible principalement les petits producteurs des trois filières concernées, ainsi que les ménages vulnérables

exclues de ces filières en raison du zonage des cultures et du manque d'accès à la terre. La stratégie ciblage suivie est celle du DCP et le projet a évolué positivement en termes de nombre de bénéficiaires, notamment des coopératives, qui est déjà de 4079 sur 4350 (94% du total), dont 34% de femmes, et devrait encore légèrement augmenter jusqu'à fin 2019, avec l'intégration de nouveaux membres encore prévus à la CECAFEB (6 en 2018 et 30 en 2019) et la CEPIBA (39 en 2018 et 60 en 2019). Les données concernant les jeunes ne sont pas facilement disponibles, les coopératives ne relevant pas systématiquement l'âge des membres. Ils représentent néanmoins 60% des nouveaux membres de la CECAFEB.

Le ciblage des coopératives correspond en majeure partie à des petits producteurs issus des communautés rurales, avec néanmoins une variabilité entre coopératives en termes de surface et de vulnérabilité : les ménages de la CECAFEB sont plus vulnérables en termes de revenus que la moyenne de la zone, derrière CECAQ 11 et bien derrière les deux autres coopératives (cf. Rapport d'enquête 2015).

Les activités d'élevage ont permis d'inclure majoritairement des femmes et des jeunes, plus vulnérables et sans terre, malgré une portée très limitée (32 personnes, dont 60% de femmes et 53% de jeunes, sur 100 prévus). De plus, ces bénéficiaires restent dans les zones couvertes par les coopératives (CECAFEB pour le porc et CECAB pour la volaille).

Comme déjà constaté à la RMP, les activités de micro-irrigation ne ciblent pas les plus vulnérables. En particulier, les 30 personnes sélectionnées par le CADR comme bénéficiaires des kits à installer d'ici fin 2018 (dont 23% de femmes seulement) l'ont été sur des critères d'accès à une source d'eau sur le terrain et une maîtrise technique, orientant les appuis vers des bénéficiaires ayant déjà une bonne capacité financière. De plus, malgré les recommandations de la RMP de viser en priorité les producteurs de poivre, 83% des kits ont un objectif de production maraichère et 17% seulement de production de poivre.

Gender equality & women's participation

Rating: 3

Previous rating: 5

Justification of rating

La participation des femmes comme bénéficiaires des appuis du PAPAC dépasse les objectifs de 30% fixés initialement. Mais l'absence de point focal genre et de réelle considération de l'égalité homme-femme dans les stratégies et le suivi par le PAPAC rendent ce volet plutôt insatisfaisant, d'autant plus que les recommandations de la RMP de suivre systématiquement les données désagrégées (également pour les jeunes) et de réaliser des études de cas sur les femmes (et les jeunes) pour la sensibilisation n'ont pas été suivies.

Main issues

La stratégie Genre incluse dans le DCP visait à (i) améliorer l'accès des femmes aux facteurs et ressources productives des coopératives ; (ii) améliorer leur représentativité dans les instances de décision ; (iii) renforcer leur capacité d'intervention. Mais le point focal prévu au sein de l'UGP n'a pas été identifié et les aspects spécifiques n'ont ainsi pas été effectivement abordés (animation communautaire et sensibilisation autour du genre). La question n'a jamais, semble-t-il, été considérée à la hauteur des enjeux par l'ensemble de l'équipe du projet et les coopératives.

Le cadre logique reflète néanmoins le suivi de l'inclusion des femmes, à travers la désagrégation des bénéficiaires, mais les données ne sont pas systématiquement collectées par le projet, même si elles sont disponibles au niveau des coopératives.

Concernant l'accès aux facteurs productifs, les femmes représentent aujourd'hui 35% des membres totaux des quatre coopératives (contre 30% en 2017) : 38% pour la CECAB, 35% pour la CECAQ 11, 31% pour la CECAFEB (réduction par rapport au taux de 36% en 2017, due à l'intégration principalement de jeunes hommes en 2018 : 20 sur les 34 nouveaux), 35% pour la CEPIBA (contre 20% en octobre 2017). Néanmoins, pour les deux coopératives, un travail de sensibilisation (étude de success story de femmes productrices, visite dans les communautés de femmes productrices) est encore nécessaire pour susciter l'intérêt des femmes dans la culture du café et du poivre. Le travail pour l'élaboration d'études de cas sur les femmes et les jeunes pour les deux filières préconisé à la RMP doit encore être réalisé.

Il n'y a aucune différence significative de tâches entre sexes sur les activités d'élevage, qui ont permis d'inclure majoritairement des femmes (avec ou sans parcelle). Par contre, les tâches de défrichage et trouaison excluent encore fortement les femmes, d'où la mise en place d'un mécanisme incitatif avec la prise en charge des travaux de défrichage et trouaison pour les femmes (appui budgétisé pour 30% des nouveaux membres prévus dans le PTBA 2018). L'introduction du dispositif à la CECAFEB exclusivement pour les femmes semble ne pas avoir encore fait ses preuves.

Il est à noter que les femmes restent encore plutôt ciblées pour des activités à faible génération de revenus (58% des bénéficiaires pour le porc et 63% pour la volaille) par rapport aux hommes (65% des bénéficiaires des appuis aux cultures de rente), d'où un risque d'augmentation des inégalités de revenus. De la même manière, les femmes sont peu concernées à ce jour par les installations de micro-irrigation (7 sur les 30 bénéficiaires sélectionnés par le CADR) qui visent des producteurs disposant des infrastructures adéquates pour l'installation (accès à l'eau sur la parcelle).

Enfin, les femmes restent sous-représentées dans les organes décisionnels liés aux coopératives (moins de 30% des conseils d'administration). Cependant, un travail de sensibilisation a permis d'améliorer la représentativité des femmes au sein de la CECAFEB lors des dernières élections de cette année : le conseil d'administration compte maintenant une

femme trésorière sur trois et le conseil de surveillance également une femme.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Development Effectiveness		
Accès et disponibilité systématique aux données désagrégées Suivi systématique des données désagrégées sur les femmes et les jeunes dans la base de données du PAPAC, les rapports des coopératives, et les rapports du PAPAC	RSE, Gestionnaire de la base	12/2018

Agricultural Productivity

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

La productivité agricole est globalement jugée plutôt satisfaisante. Il existe néanmoins de fortes disparités entre les trois cultures. Le café, en particulier l'arabica, est fortement impacté par les effets conjoints de la sécheresse et de problèmes phytosanitaires vraisemblablement liés à l'insuffisance de traitement adéquat ; aussi la productivité a-t-elle été particulièrement basse en 2017 et a fortiori en 2018. Le cacao et le poivre ont a contrario de bonnes perspectives pour 2018, qui devraient confirmer la montée en puissance graduelle des deux coopératives correspondantes.

Main issues

Le mécanisme national d'approvisionnement en sulfate de cuivre est insuffisant pour couvrir les besoins des diverses coopératives, en termes de quantités et régularité ; pour pallier cette situation, la CECAQ 11 a mis en place son propre système d'importation, dont elle va faire bénéficier la CECAFEB en 2018.

La CECAFEB est particulièrement confrontée à des problèmes phytosanitaires ; elle n'est plus autorisée à utiliser le DIPEL, récemment déclaré non conforme à l'agriculture biologique et la coopérative n'a pas encore trouvé d'alternative. Par ailleurs le programme de mise en place de pièges à scolytes, pour intéressant qu'il soit, ne semble pas être pleinement opérationnel et produire les effets escomptés.

L'utilisation de compost s'est fortement développée depuis 2017 au niveau de la CECAQ 11 et de la CECAFEB.

La micro-irrigation pourrait contribuer à l'amélioration de la productivité des filières appuyées. Les candidats à la micro-irrigation se heurtent encore à l'impossibilité de trouver sur le marché national l'ensemble du matériel nécessaire ; cette question devra être résolue dans un cadre plus large que celui du PAPAC. Par ailleurs, les résultats des tests de micro-irrigation effectués chez des horticulteurs depuis fin 2016 dans le cadre du PAPAC ne sont pas suivis quantitativement, mais la majeure partie des bénéficiaires fait état de résultats satisfaisants. De même, l'engouement est fort chez les producteurs de poivre et la CEPIBA cherche à promouvoir cette technique, possiblement avec l'appui de son partenaire.

La CEPIBA est par ailleurs consciente du fait que les tuteurs de « *guegue* », d'une variété traditionnellement utilisée à cet effet dans les plantations, sont particulièrement inadaptés, car peu résistants et provoquant en mourant la destruction des plants de poivre qu'ils supportent. La question du remplacement de ces tuteurs est donc cruciale pour la CEPIBA, car les surfaces considérées sont relativement importantes.

La facilitation de l'accès aux conseils techniques est du ressort des coopératives, qui disposent de leur équipe de socio-techniciens encadrés par des techniciens ; le dispositif est en place et a permis de faire face à l'inclusion de nouveaux membres par chacune des trois coopératives en 2018. La question des supports pédagogiques à usage des vulgarisateurs et des agriculteurs doit être résolue : (i) divulgation de l'excellent fascicule concernant les pratiques culturelles sur le poivre ; et (ii) élaboration et divulgation de fascicules équivalents pour le cacao et le café.

Les techniques de traitement post-récolte sont globalement bien maîtrisées par les coopératives et les infrastructures et équipements correspondants sont disponibles.

Rappelons enfin l'attitude volontaire de la CECAQ 11 et de la CEPIBA qui ont mis en œuvre en 2018 un programme d'« assainissement » de leurs membres, visant à exclure ceux ne mettant pas en application les bonnes pratiques et / ou vendant à l'extérieur de la coopérative, soit environ 10% de leurs membres. Ces mesures devraient permettre d'améliorer la professionnalisation de leurs membres et partant, de la productivité des parcelles et celle des coopératives.

Nutrition

Rating: N/A

Main issues

Si l'objectif global du projet est de « Contribuer à réduire la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire dans les zones cibles du projet, sur les deux îles de São Tomé et Príncipe », aucun objectif, résultat ou produit n'est spécifiquement orienté sur la situation nutritionnelle. Par contre, des effets sont clairement attendus et déjà signalés lors des visites de terrain sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle

En effet, les recettes additionnelles issues des filières d'export, ceci pour toutes les coopératives, qu'elles aient atteint leur point d'équilibre ou non, permettent l'achat d'aliments supplémentaires et contribuent à améliorer la résilience des ménages bénéficiaires face à l'aggravation des épisodes de sécheresse. Ceci est moins vrai pour les bénéficiaires de l'élevage, pourtant parmi les plus vulnérables, vu les recettes additionnelles faibles (voire nulles en raison d'un défaut de paiement pour l'élevage de volaille) générées.

L'enquête d'impact du FIDA en cours intègre un module sur la sécurité alimentaire et la nutrition et devrait permettre d'apporter les éléments d'analyse sur l'évolution de la situation nutritionnelle d'ici fin 2018.

Adaptation to Climate Change	Rating: 4	Previous rating: 4
-------------------------------------	------------------	---------------------------

Justification of rating

L'adaptation aux changements climatiques est globalement jugée plutôt satisfaisante. La zone d'intervention du projet n'est pas épargnée par les effets négatifs liés aux changements climatiques. Les techniques promues par les coopératives visent explicitement à améliorer la résilience aux aléas climatiques en améliorant la productivité des systèmes de production.

Main issues

Le volet « micro-irrigation » du projet s'inscrit dans la logique d'adaptation aux changements climatiques, en rationalisant l'utilisation de l'eau et rendant les cultures moins exposées aux irrégularités de la pluviométrie. Même si les moyens limités mis à disposition par le PAPAC pour ce domaine et ses résultats restent modestes, il n'en reste pas moins qu'ils ont permis « d'amorcer la pompe » ; ils demandent à être relayés et renforcés dans un cadre plus large.

Il conviendrait d'améliorer la synergie entre les activités du volet « micro-irrigation » du PAPAC, par l'intermédiaire du technicien du MADR chargé de ce volet et la CEPIBA, notamment en ce qui concerne le suivi des bénéficiaires de kits du PAPAC. Cette synergie devrait logiquement s'étendre aux bénéficiaires du projet « Changements Climatiques » financé par le GEF et géré par le PAPAC jusqu'à son achèvement fin 2016.

b. Sustainability and Scaling up

Institutions and Policy Engagement	Rating: 4	Previous rating: 5
---	------------------	---------------------------

Justification of rating

La participation du projet à l'élaboration des politiques est jugée plutôt satisfaisante. Fort de son expérience dans la valorisation des filières agricoles le FIDA a permis d'améliorer la visibilité des produits nationaux. Il contribue aux réflexions sur les stratégies du secteur rural, telles par exemple la réflexion engagée par le MADR sur la restructuration de la filière café, et la stratégie nationale d'irrigation (appui PRIASA II).

Main issues

Le FIDA est le principal bailleur de fonds du secteur rural à São Tomé e Príncipe. Il s'aligne bien sûr sur les politiques nationales de réduction de la pauvreté, développement rural, sécurité alimentaire, protection environnementale. Mais aussi il a une influence directe et indirecte importante sur les orientations prises dans le secteur, grâce à ses résultats. Nombre de cadres nationaux ont eu à intervenir dans les projets avant d'être par la suite nommés à des postes à haute responsabilité, dans les secteurs public ou privé. Et cette logique continue avec le PAPAC.

Quelques études commanditées par le projet devraient alimenter la réflexion des pouvoirs publics. L'on peut citer notamment celles à réaliser avant la fin du projet : le modèle économique des filières d'exportation, l'inclusion des femmes et des jeunes dans les filières café et poivre, les effets des techniques de réhabilitation des plantations sur les productions, l'impact du projet,

Partnership-building	Rating: 4
-----------------------------	------------------

Justification of rating

L'établissement de partenariats est jugé plutôt satisfaisant. Depuis le début de ses interventions le projet a développé des partenariats qui lui ont permis d'atteindre certains de ses objectifs.

Même si quelques-uns de ces partenariats n'ont pas permis d'atteindre certains résultats (notamment dans l'élevage), nombre d'entre eux ont eu des effets positifs sur des objectifs stratégiques de valorisation et de promotion des filières agricoles. Il est fait ici allusion particulièrement à l'assistance technique fournie par l'AFD à l'UGP ainsi qu'aux relations commerciales solides instaurées par 3 coopératives (cacao, piment) avec des partenaires commerciaux étrangers. Concernant le café, la qualité du partenariat existant (avec Malongo) mérite d'être analysée

Main issues

Au niveau des bénéficiaires du projet que sont les coopératives agricoles, le travail réalisé par le PAPAC pour maintenir des partenariats initiés pour certains depuis plusieurs années (CECAB, CEPIBA) est couronné de succès. Ces coopératives ayant développé de vraies relations d'affaires avec leurs partenaires étrangers (Kaoka pour CECAB, Hom&ter pour CEPIBA). L'observation est la même pour CECAQ 11 même si le partenariat commercial est plus récent (avec GEPA).

Concernant la CECAFEB, la situation est plus délicate, celle-ci ne disposant pas à ce jour d'une relation soutenue et fiable avec la société Malongo approchée par le projet. Les raisons avancées par la coopérative sont liées à la faible productivité du café arabica liée à une maladie récurrente (pertes des grains avant maturité), les ventes détournées. Mais la situation mériterait d'être approfondie par une concertation avec Malongo.

L'AFD contribue étroitement aux réalisations du projet à travers différents volets concernant la CECAFEB: la fourniture d'une assistance technique, le financement d'infrastructures et d'équipements nécessaires aux coopératives (post-récolte, irrigation, ...). Le PRIASA (BAD) a également été très impliqué dans les travaux d'infrastructures.

Le PAPAC est un partenaire important de l'introduction de l'IGP à São Tomé e Príncipe. La collaboration avec le CIAT sur ce dossier est prévue d'être accentuée dans les dernières années du projet afin de permettre à STP de disposer de cette certification et améliorer la présence durable de ses produits sur le marché international.

Dans un pays où plus de 50% de la population est jeune, l'absence de collaboration formelle du PAPAC avec le secteur de l'éducation, et notamment les centres de formation professionnelle, a fait défaut. Il pourrait être bénéfique pour ces CFP de s'informer des travaux du projet et des innovations techniques et technologiques qui y sont développées. Cela pourrait inspirer ces CFP à innover dans leurs programmes et à mieux adapter ceux-ci aux réalités du terrain. Le projet arrivant à sa fin, quelques simples actions de partage d'information peuvent être envisagées, sous des formes à identifier (visites terrain, cours en salle, ...).

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Sustainability and Scaling Up		
Formations Partager avec des centres de formation professionnels les activités / innovations du projet	UGP	06/2019

Human and Social Capital and Empowerment

Rating: 3

Previous rating: 5

Justification of rating

Les performances du projet en termes de capital humain et social, et autonomisation sont jugées plutôt insatisfaisantes. Bien que les producteurs membres des coopératives bénéficient des appuis du projet en améliorant leurs pratiques culturelles et technologiques, en participant à des innovations techniques et organisationnelles, et en améliorant leurs conditions de vie (surtout pour le cacao) notamment grâce au revenu régulier et les primes sociales, ils exercent un contrôle très limité sur leurs organisations et participent peu au processus de prise de décision.

Concernant l'autonomisation, autant celle-ci est en voie d'aboutissement pour certaines coopératives sur le plan financier, elle l'est moins du côté de leurs membres en termes d'appropriation et de vision.

Main issues

Au sein de toutes les coopératives, même la plus performante (CECAB), l'idée pour un agriculteur d'appartenance à une structure collective avec ses droits et ses devoirs n'est pas encore bien intégrée. D'où des difficultés pour les coopératives d'obtenir une adhésion des membres aux principes d'apport de bien (à la récolte) et de capital, de transfert des compétences au niveau communautaire (d'un adhérent vers un autre).

Les deux principaux problèmes auxquels fait face actuellement la CECAQ 11 sont le faible sentiment des membres d'appartenir à la coopérative (avec comme risque principal des ventes détournées) et la professionnalisation. Certaines cultures destinées à des marchés extérieurs, notamment certifiées, exigent des pratiques agricoles spécifiques. Au-delà de la difficulté purement technique, l'enjeu pour la coopérative est que chaque producteur comprenne bien pourquoi un changement de pratique est demandé.

La CECAB, la CECAQ 11, et la CEPIBA sont aujourd'hui en bonne voie d'autonomisation financière. La seule crainte observée est toutefois dans l'existence d'un acheteur unique pour chacune d'elles (Kaoka pour CECAB, GEPA pour CECAQ 11[1], Hom&Ter pour CEPIBA). Une telle situation peut s'expliquer au vu des volumes relativement faibles offerts par ces entités sur le marché international et de leur jeunesse. Elle présente cependant le risque de fragilité, voire de cessation du partenariat.

La CECAFEB présente la situation la plus inquiétante sur ce plan de l'autonomie. En raison d'un côté une situation

financière difficile et de l'autre la difficulté à proposer une vision claire de son devenir.

Les décisions stratégiques internes aux coopératives donnent l'impression d'être prises de façon assez unilatérale, par le duo Directeur exécutif / partenaire commercial. Les associations ou groupements membres, n'ont pas, pour beaucoup d'entre eux, des personnalités assez fortes pour porter des idées ou des arguments nouveaux voire contradictoires. Ceci est un risque pour les coopératives, en cas de vacance de la Direction. Le PAPAC peut contribuer à améliorer cette situation en organisant, au sein des communautés, des formations en leadership.

[1] A nuancer pour CECAQ11 qui vend à d'autres partenaires en Europe (Café Direct en Grande Bretagne) et aussi sur le marché local mais la répartition des parts de marchés n'est pas connue.

<i>Agreed Action</i>	<i>Responsibility</i>	<i>Agreed Date</i>
Sustainability and Scaling Up		
communautés Poursuivre la sensibilisation / formation des communautés et associations à la dynamique coopérative, associativisme, leadership, etc.	UGP	12/2018

Quality of Beneficiary Participation

Rating: 4

Previous rating: 5

Justification of rating

La participation des bénéficiaires est jugée plutôt satisfaisante, si l'on considère le rôle des coopératives dans la mise en œuvre du projet et leur appropriation des activités du PAPAC.

Main issues

Les coopératives sont à la fois partenaires de mise en œuvre et bénéficiaires directs, représentant des bénéficiaires finaux que sont les producteurs, et intermédiaires avec les communautés. Elles sont parties prenantes dans la planification et l'élaboration annuelle des PTBA. Leur implication se concrétise à travers des conventions triennales (biennale pour la dernière) et contrats annuels avec PAPAC. De plus, les techniciens et socio-techniciens des coopératives et le personnel des centres de traitement proviennent des communautés bénéficiaires. Le suivi de proximité par les socio-techniciens permet également une remontée en continu des préoccupations des producteurs, associations et communautés. Il semble aussi que les coopératives soient bien intégrées dans les communautés où elles travaillent et contribuent au développement socio-économique (fonds social dédié). Par contre, comme indiqué ci-dessus, malgré des processus d'autonomisation des associations pour peser plus dans la prise de décision, les mécanismes participatifs et de consultation n'ont pas été analysés systématiquement dans toutes les coopératives, et il est vrai que le diagnostic de la CECAFEB, qui impliquait fortement les producteurs, mettait en évidence une faiblesse de l'implication des bénéficiaires dans la prise de décision au sein de la CECAFEB. Le diagnostic est en cours pour la CEPIBA, et devrait mettre en évidence les mécanismes en place.

Il est intéressant de noter que les coopératives, notamment de cacao, utilisent des systèmes au mérite. Les primes ou installations sont en priorité allouées dans les zones où les producteurs sont les plus professionnels (ex. bon entretien des parcelles, bonnes pratiques culturales, absence de vol).

Enfin, La contribution des bénéficiaires, inclue celle des coopératives, représente 11% du budget total du projet, et ils ont versés 67,72% de leur contribution prévisionnelle au 31/08/18. Cette contribution des bénéficiaires se manifestent dans des travaux type trouaison lors des plantations, de mise à disposition de main d'œuvre pour les installations (inclues celles pour l'élevage). Il est regrettable que la contribution financière proposée pour l'installation des kits ne soit finalement pas versée.

Responsiveness of Service Providers

Rating: 4

Previous rating: 5

Justification of rating

Cet aspect est jugé plutôt satisfaisant. Les prestataires de services du PAPAC comprennent (i) les opérateurs privés pour le petit élevage; et (ii) les techniciens contractés par le PAPAC pour la micro-irrigation, le suivi du petit élevage et le suivi des infrastructures, suite à la suppression des postes correspondants début 2018. Globalement, les résultats obtenus sont variables en fonction des prestataires, allant de très insatisfaisants dans le cas des opérateurs liés à l'élevage à « satisfaisants » en ce qui concerne les techniciens dans leur ensemble, en passant par « en voie de concrétisation » dans le cas de l'institution de formation (CATAP) pour la micro-irrigation, non prévue initialement.

Main issues

Aucune avancée significative n'a été observée depuis la RMP en ce qui concerne les deux opérateurs privés pour le petit élevage, bien que le projet ait pris attache avec le MADR pour tenter de régler les deux situations conflictuelles ; la

solution alternative préconisée pour l'appui aux groupes, consistant à impliquer le CADR, ne s'est pas concrétisée et le technicien contracté par défaut n'a pu fournir qu'un appui marginal. Une nouvelle piste consisterait à obtenir l'appui du projet d'élevage porcin co-financé par la Chine.

Les deux groupes porcins se trouvent donc encore dans une situation très vulnérable. A souligner que l'un d'eux, en l'absence d'un accompagnement convenable, a décidé d'investir les recettes provenant de la vente d'animaux dans l'acquisition d'une moto avec remorque dont elle loue les services, notamment à une association membre de la CECAFEB pour le transport de « *pergamino* » (café parche) entre Poiso Alto et Água Casada. Cette initiative peut en soi s'avérer intéressante économiquement mais elle est clairement en contradiction avec l'objectif et les modalités du projet. Le groupe d'élevage de poules a quant à lui été abandonné à son sort.

Le technicien auparavant en charge du volet « micro-irrigation » au sein du PAPAC a rejoint son institution d'origine, le MADR, où il exerce désormais les fonctions de conseiller du Ministre. Dans le cadre d'une convention avec le PAPAC, il a été en mesure de mettre en œuvre le programme établi pour 2018, avec l'aide d'un assistant également contracté par le PAPAC. Les conventions (et le financement respectif) de ces deux techniciens viennent à échéance à fin 2018 et il est impératif qu'ils puissent continuer à apporter leur appui jusqu'à la fin du Projet.

L'ingénieur civil auparavant en charge du volet « infrastructures rurales » au sein du PAPAC a été contracté en 2018 en tant que prestataire de façon à accompagner la finalisation des infrastructures non achevées en 2017. Il s'agit notamment de l'installation en eau pour le centre de traitement du poivre de la CEPIBA à Rio Lima (finalisée en août 2018) et de la construction du CTH de Poiso Alto (en cours).

Le diagnostic organisationnel de la CECAFEB a été jugé globalement satisfaisant, mais le suivi des recommandations n'a pas été fait systématiquement. Celui de la CEPIBA doit absolument intégrer un plan d'action et de suivi.

Environment and Natural Resource Management

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Cet aspect est jugé globalement comme plutôt satisfaisant. Les systèmes de production promus par le PAPAC et mis en place par les coopératives sont axés sur la gestion durable des ressources naturelles, la lutte contre l'érosion et la réduction de la consommation des énergies fossiles. Ces systèmes contribuent au maintien et à la régénération du couvert forestier bien qu'une préoccupation persiste quant au potentiel impact environnemental des défrichements en pente, notamment dans le cas du café. L'énergie solaire est la principale source d'énergie utilisée pour la transformation des trois types de produits concernés, poivre, cacao et café ; par ailleurs, les trois coopératives encore liées au PAPAC sont certifiées « bio ».

Main issues

La CECAQ 11 et la CECAFEB sont en train d'expérimenter des types de séchoirs plus durables que le type traditionnel, limitant ainsi l'utilisation de bois et de plastique pour la construction et l'entretien de l'équipement. Elles devraient être en mesure d'étendre ces initiatives, dans le cadre de leur programme d'entretien et renouvellement de séchoirs solaires. La CEPIBA, également confrontée à cette question sensible, pourrait reprendre voire adapter ce genre d'initiative.

La CECAQ 11 et la CECAFEB font la promotion de l'utilisation de compost et la CECAFEB, s'efforce de développer un système de lutte biologique contre le scolyte (pièges).

Sous l'impulsion de la Direction des Forêts du MADR, la CECAQ 11 et la CECAB ont initié il y a 5 ans la création de « forêts communautaires » et continue dans cette voie. Il serait souhaitable que les autres coopératives répliquent cette initiative et le cas échéant, incitent leurs membres à planter des espèces forestières et fruitières sur leurs parcelles. Il est par ailleurs important que d'ici la mission d'achèvement du projet, le PAPAC fasse l'analyse de cette activité « mise en place de forêts communautaires » par les deux coopératives de cacao, activité qui semble couronnée de succès.

Exit Strategy

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

La stratégie de retrait est jugée plutôt satisfaisant. Le projet n'apporte plus d'appuis à la CECAB et à la CECAQ. A partir de 2018, ces coopératives prennent en charge à 100% leurs coûts de fonctionnement et les salaires du personnel clé et des techniciens en charge des appuis-conseils destinés aux producteurs membres de ces coopératives. Pour la CECAFEB et la CEPIBA, ces coûts sont supportés par le projet à 50% en 2018, avec la perspective d'être totalement pris en charge par ces coopératives en 2020.

Main issues

Avec PAPAFA d'abord, puis de façon plus prononcée avec PAPAC, les investissements du projet se sont concentrés sur les filières d'exportation de produits traditionnels à São Tomé, l'augmentation de la production et de la productivité, l'organisation des producteurs en coopératives et l'accès à des marchés extérieurs de niche rémunérateurs. La

consolidation des coopératives a donc représenté l'essentiel des investissements du PAPAC. La délégation de la mise en œuvre – par le biais de conventions initialement triennales (puis biennales pour la période 2018 - 2019) et de contrats annuels d'objectifs, a renforcé l'appropriation des acquis du projet par les bénéficiaires, les investissements ainsi réalisés correspondant aux besoins et demandes des coopératives plus qu'à une identification « externe » de ces besoins. Elle correspond donc à une stratégie réussie de retrait qui permettra de pérenniser les activités appuyées par le PAPAC après son achèvement.

Des 4 coopératives créées, deux ont d'ores et déjà atteint l'autonomie économique et financière – CECAB et CECAQ 11; les deux autres coopératives sont encore dépendantes de ressources extérieures, essentiellement pour l'augmentation de leur capacité productive (investissement dans la production via les plantations paysannes, et dans la transformation via des infrastructures décentralisées plus adaptées aux réalités productives[1]. Ces deux coopératives nécessitent également un appui pour le financement de leur fonctionnement ; CEPIBA devrait atteindre l'équilibre (hors amortissements) en 2019 et un résultat positif, amortissements inclus, dès 2020. La CECAFEB se trouve encore dans une situation délicate, beaucoup d'efforts restent à fournir pour qu'elle obtienne un résultat positif.

[1] Ainsi, le café doit être traité dans les 6 heures suivant sa récolte, ce qui implique de disposer d'un centre de traitement humide à proximité des zones de production. L'aire géographique de production du café s'est largement agrandie avec le développement de la production de robusta, requérant de nouvelles infrastructures.

<i>Agreed Action</i>	<i>Responsibility</i>	<i>Agreed Date</i>
Sustainability and Scaling Up		
transfert de propriété Inventorier les investissements réalisés en faveur des coopératives et les soumettre au MADR pour un transfert de propriété	ÚCG	03/2019

Potential for Scaling-up

Rating: 5

Previous rating: 4

Justification of rating

Le potentiel de mise à l'échelle est satisfaisant. Le PAPAC a des résultats à valoriser dans la perspective d'interventions futures. Des pratiques culturelles et des technologies post-récolte innovantes ont été appliquées, qu'il s'agisse des aspects techniques et/ou organisationnels. Certaines de ces expériences peuvent même être valorisées dans la perspective du développement de nouvelles filières (curcuma, gingembre, vanille, cannelle, ...)

Main issues

L'expérience du PAPAC dans la construction de partenariats commerciaux internationaux est un atout à exploiter et reproduire, devant les difficultés des acteurs à développer des marchés (exemple de la CECAFEB)

Les conditions d'une mise à l'échelle réussie résident dans une capitalisation critique des actions du projet, passant en revue les réussites et les échecs, les forces et les faiblesses constatées.

L'expérience autour de l'élevage (poulets, porcs) dont le résultat est très mitigé mériterait d'être analysée spécifiquement dans le détail car d'une part ce secteur est stratégique pour la lutte contre l'insécurité alimentaire et d'autre part cela permettrait d'identifier les éventuelles erreurs qui ont été faites, et y apporter les corrections nécessaires dans le cadre d'un (éventuel) projet futur.

<i>Agreed Action</i>	<i>Responsibility</i>	<i>Agreed Date</i>
Sustainability and Scaling Up		
filières d'élevage Evaluer l'expérience des filières d'élevage (poulet, porc)	UGP	06/2019

c. Project Management

Quality of Project Management

Rating: 5

Previous rating: 4

Justification of rating

La qualité de la gestion du projet est satisfaisante. La fréquence des réunions du comité de pilotage (CP) est respectée. En conformité avec les recommandations de la mission de revue à mi-parcours, le PAPAC a procédé à la réduction du personnel. Le PTBA est exécuté conformément au planning, aussi bien au niveau de l'UGP qu'au niveau des

coopératives qui bénéficient de l'appui du projet.

Main issues

Les réunions du CP ont eu lieu comme prévu en novembre 2017 et en mars 2018, pour analyser respectivement le PTBA 2018 et le rapport d'activités 2017. Le PTBA 2018 a été soumis au CP en novembre 2017 et l'ANO du FIDA a été obtenu le 18 janvier 2018. Après des visites effectuées sur le terrain, le CP a donné son approbation sur les réalisations 2017, lors de la réunion de mars 2018.

Les postes retenus après la revue à mi-parcours sont au nombre de sept : Coordinatrice, RAF, Chef Comptable, Responsable Suivi-évaluation, Agro-Informaticien, Secrétaire et Chauffeur. Les lettres de préavis ont été remises au personnel dont les contrats ont été résiliés suite au déficit de financement, comme recommandé lors de la revue à mi-parcours. Cependant, certains agents ont fait recours auprès de la Justice et la procédure élargie à l'ensemble des agents remerciés est en cours. Le suivi est effectué par les services juridiques du MADR, en sus du conseiller juridique du projet. La situation doit être réglée dans les meilleurs délais en tenant compte aussi du risque de compromettre la crédibilité) du projet.

La gestion des partenariats avec les coopératives est effectuée selon les procédures définies dans les manuels du projet. Les contrats d'objectifs ont été signés avec les trois coopératives appuyées en début d'année et l'exécution est réalisée selon les plannings prévus. Le RAF et le Chef Comptable ont effectué mensuellement la supervision des comptes et la vérification des pièces justificatives des coopératives, ce qui a permis d'aboutir à la validation des décomptes mensuels et de procéder aux réapprovisionnements correspondants, avec recouvrement progressif de l'avance dans le cas de CECAQ 11 pour qui le contrat d'objectifs est en phase d'achèvement.

Les missions de suivi et supervision des activités du projet par les services centraux du MADR demeurent insuffisantes malgré la rétrocession au MADR de 4 véhicules et 7 motos, à partir de janvier 2018, pour permettre à ces institutions d'assurer le suivi/supervision rapproché des activités du PAPAC. Il convient de noter que le transfert des véhicules et motos n'a pas été formalisé à travers une requête du Gouvernement adressée au FIDA.

Les CADR/MADR ont été sollicités pour assurer le suivi des activités de petit élevage développées par le projet dans leurs districts respectifs, mais ils n'ont pas donné de suite à la proposition de collaboration avec le projet pour réaliser cette activité. Il est important que le MADR soit fortement impliquées dans le suivi/supervision des activités du PAPAC pour s'en approprier dans la perspective de l'achèvement du projet.

<i>Agreed Action</i>	<i>Responsibility</i>	<i>Agreed Date</i>
Project Management		
MADR Impliquer davantage les services centraux du MADR dans le suivi/supervision des activités du projet	MADR	12/2018
transfert véhicules au MADR Régulariser le transfert des véhicules et motos au MADR par une requête de l'Emprunteur adressée au FIDA	UGP/MADR	12/2018

Knowledge Management

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

La gestion des savoirs est jugée plutôt satisfaisante. Il n'existe pas de plan à proprement parler de gestion des savoirs, mais un certain nombre d'études et travaux ont été proposées à la RMP de manière relativement complète (cf. Appendice 7 du rapport à la RMP) et insérées dans le PTBA 2018. Le processus semble en bonne voie d'ici la fin du projet.

Main issues

Des manuels techniques sur le modèle de celui de vulgarisation de la culture de poivre de la CEPIBA, jugé de très bonne qualité et « sensible au genre », ont été recommandés pour la CECAFEB et CECAQ 11. Les deux coopératives souhaitent néanmoins mieux définir l'objectif, la forme et les cibles de ce type de matériel avant démarrage (ex. manuels à destination des formateurs, techniciens et socio-techniciens). Un montant de 20 000 EUR est d'ores et déjà alloué à ces ouvrages (avenant AFD). Il est recommandé de s'assurer dans les TdR que la visibilité du FIDA sera assurée sur ces manuels, notamment au niveau de la charte graphique.

Reste pertinente l'étude thématique sur les effets de l'inclusion des femmes et des jeunes dans les filières concernées, à laquelle peut être ajoutée l'élaboration d'études de cas qualitatifs d'expériences de femmes et jeunes dans le café et le poivre.

L'étude sur l'analyse et perspectives de développement de la filière café à São Tomé est abandonnée par manque de financement AFD. L'absence de réel retour d'expérience sur le volet micro-irrigation, vu les retards dans l'installation des kits, rend la capitalisation peu pertinente à ce niveau.

Les innovations telles que mises en évidence dans l'Appendice 7 du rapport de la RMP doivent encore être valorisées et diffusées, au-delà des manuels techniques proposés ci-dessus. Ceci peut passer par la production de fiches techniques spécifiques à diffuser auprès des partenaires techniques (ex. ministères, centre de recherche, privé, ONG). Enfin, les aspects de communication et diffusion des outils de capitalisation ne sont pas clairement établis.

Un appel d'offre gré à gré pour l'étude sur les modèles économiques adaptés et performants de filière d'exportation de produits agricoles (montant estimé de 20 000 EUR sur fonds FIDA) vient d'être lancé le 07/09/2018 pour une réalisation d'ici fin 2018. Cette étude importante a pour vocation de servir d'outil pour de futures politiques publiques à São Tomé en appui aux coopératives et filières d'exportation, ainsi qu'un document pour la réplique des modèles dans d'autres contextes pour le FIDA et d'autres partenaires.

Cependant, pour alléger le processus de capitalisation, il est proposé de concentrer les études. Dans cette optique, il est recommandé de faire un avenant aux TdR de la présente étude afin d'intégrer l'évaluation des effets du PAPAC sur la performance des coopératives (incluant l'internalisation des plans d'affaires) et de leurs membres, et de rajouter l'évaluation des effets des techniques de réhabilitation sur les productions, de l'adoption des nouvelles pratiques, ainsi que les effets des options « biologique » et « équitable » sur le plan socio-économique, agronomique et environnemental.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Project Management		
Etude complète sur la capitalisation des modèles économiques et l'évaluation des options agronomiques appliquées Rédiger un avenant aux TdR de l'étude sur les modèles économiques sur la base des TdR proposés dans la mission, Demander l'ANO au FIDA Demander le complément de dossier aux consultants sélectionnés dans le processus gré à gré Réaliser l'étude	Coordinatrice, RSE, Gestionnaire de la base de données	03/2019
Etude d'effets quantitative et qualitative sur les femmes et les jeunes, intégrant des études de cas Lancer l'étude sur la base des TdR proposés par la mission et réaliser l'étude	Coordinatrice, RSE, Gestionnaire de la base de données	06/2019

Value for Money

Rating: 4

Justification of rating

L'efficacité du projet est plutôt satisfaisante. Les investissements du projet réalisés pour la CECAB et la CECAQ 11 ont été jugés rentables à la RMP d'octobre 2017. Par contre, la CEPIBA et la CECAFEB ne sauraient être rentables à date du fait que les coûts de productions variables dépassent le prix de vente des produits. A l'exception de la micro-irrigation, les autres activités prévues dans le PTBA 2018 n'accusent pas de retards dans leur exécution. Par ailleurs, le nombre total de bénéficiaires du projet prévus à la conception, est déjà atteint à 97%.

Main issues

L'analyse des dépenses réelles par catégorie au 31 août 2018 indique que les coûts d'opérations du projet (salaires + fonctionnement) sont cohérents avec ceux qui ont été proposés par le COSTAB du DCP à l'époque du design (valeurs largement supérieures aux critères de l'efficacité établis par le FIDA actuellement (10 à 13%). Il faut cependant remarquer que ces coûts représentent actuellement 22% des dépenses globales contre 35% prévu à la conception initiale du projet et 28% après la révision des coûts à la revue mi-parcours. Il faut aussi noter et apprécier que la moyenne mensuelle des dépenses de salaires et frais de fonctionnement a été réduite de 44% en 2018.

Au 31 août 2018, les dépenses de la sous-composante « Coordination et administration du projet » représentent 20% des dépenses globales du projet contre 23% à la revue à mi-parcours, ce qui est une bonne performance à la baisse, bien que le taux prévu à la conception était de 16% pour toutes les sources de financement confondues. Il faut noter cependant que le taux à la conception sur les fonds FIDA était de 23% pour cette sous-composante. Le projet enregistre une optimisation satisfaisante des ressources.

Comme prévu à la RMP, les fonds du projet alloués aux coopératives en 2018 ont été consacrés en priorité aux investissements de production pour renforcer la base productive des petits planteurs. Le programme des plantations

n'enregistre pas de retards et les objectifs du PTBA seront réalisés au 31 décembre 2018. Par ailleurs, les coûts unitaires réels des principales activités appuyées restent dans les limites prévues dans le PTBA.

Coherence between AWPB and Implementation

Rating: 4

Previous rating: 5

Justification of rating

Au 31/08/2018, le niveau d'exécution et la performance globale du projet au titre du PTBA 2018 sont jugés plutôt satisfaisants, malgré quelques retards (notamment pour l'irrigation), ceci en considérant un grand volume de plantations encore à réaliser d'ici la fin de l'année. Les taux entre exécution technique et financière sont relativement cohérents pour les composantes techniques.

139. Le suivi du PTBA par la cellule SE du PAPAC doit néanmoins être améliorée, notamment la consolidation et l'harmonisation des informations dans les rapports semestriels et annuels, d'autant plus que le suivi de l'exécution technique de la composante A est facilité par les contrats annuels d'objectifs signés avec les coopératives.

AWPB Inputs and Outputs Review and Implementation Progress

Au titre du PTBA 2018, les taux d'exécution des réalisations physiques et d'exécution financière sont estimés au 31/08/2018 respectivement à (i) 57 % et 55 % pour les composantes techniques, et (ii) 61 % et 70 % pour l'ensemble des composantes. Le retard dans l'atteinte des objectifs devrait se résorber avec la mise en œuvre d'un volume important de réalisations liées aux calendriers culturels pour les plantations et à la micro-irrigation d'ici la fin de l'année.

Les réalisations par composante se résument comme suit :

Composante A : Développement de plantations familiales. 75% d'exécution technique pour une exécution financière de 61%. Le taux d'exécution technique important est principalement dû à la performance de CECAQ 11 (128%, contre 50% pour CECAFEB et 47% pour CEPIBA), qui a largement dépassé son prévisionnel en surface de réglage de l'ombrage (285%). En fonction du calendrier culturel, la CEPIBA doit encore procéder aux deux tiers des plantations d'ici fin 2018 durant la saison des pluies. Pour les mêmes raisons, la CECAFEB doit encore planter la moitié des plants. Les objectifs devraient être globalement atteints.

Composante B : Consolidation des Organisations de Producteurs. 48% d'exécution technique pour une exécution financière de 72%. L'écart s'explique par le fait que la majeure partie du financement revient au fonctionnement et accompagnement par les OP, versé en continu, et que pour la CEPIBA, la majeure partie des actions d'accompagnement restent à réaliser (70% des nouveaux planteurs seulement accompagnés à partir de septembre). Certaines formations n'ont pas non plus été réalisées (ex. gestion des affaires par la CECAFEB). Les études inscrites dans le cadre commun n'ont pas non plus encore été réalisées.

Composante C : Nouveaux domaines d'intervention. 48% d'exécution technique pour une exécution financière de 31%. Cette composante est principalement axée en 2018 sur la micro-irrigation, qui a rencontré un retard avec la réception des kits en août seulement (paiement des kits en septembre, ce qui explique l'écart). Toutes les activités d'installation et accompagnement sont encore à réaliser. De même, le contrat de suivi de l'élevage de porcs par le CADR n'a pas été signé.

Composante D : Gestion et accompagnement du projet. Les taux d'exécution technique (74%) et financier sont cohérents (79%).

Une correspondance de la codification entre réalisation physique et budget est en cours de finalisation dans le logiciel de gestion, mais n'est pas encore opérationnelle (besoin de vérification des entrées à réaliser et des chiffres) pour pouvoir se passer de travaux d'estimation en parallèle. Cependant, ce travail s'est fortement amélioré depuis la RMP et la méthodologie d'estimation de l'avancement des principaux produits semble appropriée. Ce travail doit encore être **systématisé** dans les rapports et base de données, pour avoir des données disponibles sur le taux d'exécution du PTBA trimestriellement.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Project Management		
Assurer la correspondance Exécution technique et financière Dans les rapports semestriels et annuels, insérer un tableau de correspondance entre taux d'exécution technique et financière en fonction des composantes.	RSE, RAF	12/2018

Performance of M&E System

Rating: 3

Previous rating: 4

Justification of rating

Le suivi-évaluation du projet s'est amélioré depuis la RMP est jugé plutôt satisfaisant. Les données sont globalement disponibles pour les produits et résultats, mais le contrôle de fiabilité des données reste limité, les données différant toujours suivant les sources et les documents.

M&E System Review

Base de données. Les coopératives disposent maintenant de bases de données relativement complètes pour le suivi des productions techniques des productions, le gestionnaire de la base de données (GBDD) du PAPAC fournissant un appui adapté à la demande. La CECAFEB néanmoins peine à actualiser la base régulièrement en raison d'une maîtrise encore insuffisante des outils informatiques par les techniciens en charge de la saisie. Malgré de récents progrès, la base de données du PAPAC (PATO) n'est toujours pas complètement opérationnelles pour le suivi et nécessite l'utilisation d'un suivi parallèle.

Données femmes et jeunes. Bien que les cibles en termes des jeunes et femmes touchés soient inscrites dans le PTBA 2018, la collecte systématique des données, notamment sur les jeunes, n'est pas respectée par toutes les coopératives, notamment CECAQ 11. Le GBDD est néanmoins en train de réaliser un travail de désagrégation des données par femme et jeune.

Disponibilité et fiabilité des données. Le principal problème reste la disponibilité de données fiables, sur toute la chaîne depuis les coopératives jusqu'au RSE, et le contrôle qualité des données est toujours jugé insuffisant. La mission reconnaît que la consolidation des données de coopératives ayant des fonctionnements différents est difficile, mais des efforts doivent impérativement être réalisés d'ici la fin du projet pour disposer des données complètes et fiables pour l'achèvement. Il est rappelé que les données des coopératives peuvent changer en raison de leur gestion dynamique, mais **les cibles fixées à la RMP que suit l'équipe projet ne peuvent être modifiées** excepté sur justification et approbation du CPM. A charge pour le RSE d'expliquer les écarts avec ces cibles dans les rapports et sorties (rubrique commentaire). D'ici la fin du projet, il est très peu probable que des changements stratégiques majeurs interviennent.

Au sein de la cellule SE, la répartition des rôles entre RSE et gestionnaire des données doit être clarifiée : (i) RSE : suivi de terrain et des activités des coopératives, élaboration des TdR d'études et suivi des études, rédaction des rapports ; (ii) gestion des données, élaboration et sorties des tableaux de suivi des activités, produits et résultats pour les rapports et missions.

Il est à noter que la langue des échanges entre le FIDA et les missions de supervision et la cellule SE du PAPAC (français) est un réel handicap pour l'appropriation des outils.

Cadre logique. Contrairement à la possibilité de garder l'ancien cadre logique comme préconisé à la RMP et au vu des capacités du projet en SE, un cadre logique officiel, harmonisé avec les indicateurs du SMRO, a été adopté par le FIDA en date de février 2018 (cf. Section D.i), ce qui occasionne de nouvelles confusions.

Enquêtes et études. Une étude d'impact du PAPAC-PAPFPA par le département du FIDA en charge des enquêtes d'effets et d'impacts (RIA), a débuté en mars. Une étude qualitative a été réalisée en août et l'enquête quantitative au niveau des ménages et communautés doit débuter fin septembre. Ce travail rend inutile l'enquête finale prévue en 2019. Les différentes étapes pour la préparation de l'achèvement, proposées dans la feuille de route du rapport à la RMP, semblent globalement respectées.

Le suivi des effets de la micro-irrigation sur les productions et revenus sera réalisé par le RSE auprès des bénéficiaires (comparaison avec micro-irrigation et sans irrigation) et clôturé par un rapport d'analyse de la micro-irrigation. Des fiches de suivi des productions seront élaborées et remises aux bénéficiaires pour le suivi.

Enfin, trois missions de terrain, couplées aux réunions de COPIL, se sont tenues en 2018, améliorant l'appropriation du projet par les partenaires institutionnels.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Project Management		
Fourniture de données fiables et complètes par les coopératives Respecter les modèles trimestriels et s'assurer que les données insérées sont correctes (contractuel)	Coopératives, RSE, Gestionnaire de la base de données	10/2018
Vérification Cibles RMP Dans tous les documents rédigés et tableaux émis, vérifier que les cibles indiquées sont bien celles de la RMP (cf. Annexe 1 : Cadre logique du PAPAC révisé à la RMP (avec cibles), DT RMP, p29)	RSE, Gestionnaire de la base de données	10/2018
Contrôle de la cohérence des données Une fois les données et rapports, notamment les cibles, acceptés par le FIDA, ne plus les modifier.	RSE, Gestionnaire de la base de données	10/2018
Finalisation et actualisation du cadre logique Remplir les données actualisées dans le cadre logique (version février 2018) et vérifier les données déjà insérées	RSE, Gestionnaire de la base de données avec l'appui de l'AT AFD	10/2018
Suivre la feuille de route pour l'achèvement du projet située en annexe	Coordinatrice, RSE	10/2018
Accès aux données de CECAB et CECAQ11 après la fin des appuis Signer un contrat avec CECAB et CECAQ 11 pour la fourniture des données sur les résultats pour 2019 (production commercialisée, ...)	Coordinatrice, RSE	01/2019
Assurer la disponibilité et le contrôle qualité des données actualisées Prévoir deux missions d'accompagnement/cadrage pour la consolidation des données gérées par le projet et la consolidation des rapports en prévision des études et mission d'achèvement.	RSE, Gestionnaire de la base de données	02/2019

Requirements of Social,
Environmental and Climate
Assessment Procedures (SECAP)

Rating:

d. Financial Management & Execution

Disbursement by financier

Type	Name	Current Amount	Disbursed Amount	Actual Rate
Domestic Financing breakdown	Beneficiaries	\$1,000,000		
	National Government	\$900,000		
Co-financing breakdown,	Agence française de développement	\$700,000		
	To be determined	\$1,190,000		

Justification of rating

Le calcul de la notation est fait de manière automatique sur la base des données relatives au taux de décaissement disponible au niveau du FIDA.

Main issues

Le taux d'exécution financière global du PAPAC sur les fonds FIDA est passé de 75,32% au 30 septembre 2017, à 88,56% au 31 août 2018. Sur les ressources totales destinées au projet, le taux de décaissement est de 74,3% par rapport au budget actuel de 8,34 millions USD. Sur le financement AFD, le taux de décaissement est de 32,45%. Sur la contrepartie du gouvernement et la contribution des bénéficiaires, les taux sont respectivement de 19,22% et de 67,72%.

L'exécution budgétaire du PTBA 2017 est de 96,4% (97% avec les engagements) et celui du PTBA 2018 de 68,9% au 31 août 2018 (77,7% avec les engagements). Le taux d'exécution financière du PTBA est satisfaisant et les projections au 31 décembre 2018 permettent d'envisager une réalisation de près de 100%. Le taux global d'exécution physique du PTBA 2017 et du PTBA 2018 (au 31/08/2018) est estimé respectivement à 85% et 61%.

Le PTBA 2019 est en cours de finalisation et sera soumis au FIDA dans les délais réglementaires. Le PTBA 2020 de six mois (janvier -juin 2020) comprendra seulement des activités de clôture. Il faut noter que selon les procédures de clôture des projets FIDA, toutes les activités doivent être achevées et les paiements réglés à la date d'achèvement ; seules les dépenses relatives à la clôture sont éligibles après cette date.

Fiduciary Aspects**Quality of Financial Management**

Rating: 5

Previous rating: 4

Justification of rating

La gestion financière est satisfaisante. Les résultats de la vérification des états certifiés de dépenses (ECD) sont satisfaisants, aussi bien au niveau de l'UGP que des coopératives. Les achats de pépinières des différentes plantations sont généralement bien documentées par des fiches techniques et les signatures des bénéficiaires (producteurs). Cependant, il reste à améliorer la disponibilité des bons de livraison pour quelques achats de fournitures ou de consommables, au niveau des coopératives.

Main issues

Malgré la réduction du personnel, le RAF et le Chef Comptable assurent actuellement une bonne tenue de la comptabilité à l'UGP et une supervision mensuelle des comptabilités des trois coopératives appuyées en 2018 : CECAQ 11, CECAFEB et CEPIBA.

La comptabilité est à jour, malgré le changement dans le système monétaire (nouveau Dobra) intervenue en janvier 2018. La base TOM2PRO a été envoyée à l'Expert de la société TOMATE qui l'a mise à jour en supprimant les milliers sur les transactions des années 2015 à 2017. La base a été renvoyée au PAPAC en avril, date à partir de laquelle le rattrapage de la saisie 2018 a été faite. Les données comptables et budgétaires au 31 juillet 2018 étaient disponibles par email le 5 septembre et celles arrêtées au 31 août ont été fournies au démarrage de la mission.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Financial Management & Execution		
S'assurer de la disponibilité des bons de livraison pour les achats de fournitures ou de consommables, au niveau des coopératives.	RAF/Comptable	

Quality and Timeliness of Audit

Rating: 4

Previous rating: 5

Justification of rating

Le rapport a été envoyé au FIDA dans les délais requis et contient le rapport sur les comptes, avec toutes les opinions requises, ainsi que la lettre de recommandations sur le contrôle interne. La qualité et la ponctualité des audits sont jugés modérément satisfaisantes.

Main issues

Le rapport d'audit 2017 a été reçu dans le délai, sa qualité est satisfaisante et tous les états requis ont été soumis. Les opinions de l'auditeur sur les états financiers étaient non qualifiées. En outre les recommandations précédentes ont été globalement mises en œuvre. Par contre certaines demeurent. Il s'agit notamment de la mise à jour des fichiers détaillés et des immobilisations affectées à CEPIBA et CECAQ11 sous la supervision de l'UGP/PAPAC et de la réalisation des

inventaires des immobilisations à chaque exercice ainsi que leur supervision par l'UGP/PAPAC.

Pour l'exercice 2017, l'auditeur a relevé les faiblesses suivantes au niveau de l'UGP: la résiliation des contrats du personnel a été faite sans que le projet ne prévoise de dédommagement, absence de contrat de travail et/ou d'avenant consacrant l'augmentation de salaire, la non évaluation du personnel clé du projet. Au niveau des Coopératives: les dépassements budgétaires non autorisés de certaines des OPA, la non comptabilisation exhaustive des dépenses du CECAQ11, l'absence de certains documents importants justifiant les frais de voyage à l'étranger, cumul de fonction par une seule personne, la non mise à jour des dossiers du personnel, non disponibilité des informations financières de la CECAFEB du fait de la défectuosité de l'ordinateur de travail.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Financial Management & Execution		
Recruter un Comptable	RAF/COORDONNATEUR	
S'attacher les services d'un juriste expérimenté pour faire face aux droits du personnel déflaté	RAF/COORDONNATEUR	
Etablir des avenants aux contrats de travail pour le personnel encore en service	RAF/COMPTABLE	
Evaluer systématiquement les employés clés		
Réviser le paramétrage du tableau des ressources et des emplois	RAF	
Joindre les documents pour le justificatif des frais de voyage	RAF	

Counterparts Funds

Rating: 3

Previous rating: 3

Justification of rating

Le gouvernement a octroyé au projet des locaux à usage de bureau, ce qui permet de réduire les coûts de fonctionnement, du fait de l'absence de loyer à payer. Par contre, le niveau de la contrepartie en numéraire n'a pas évolué mais le reliquat de trésorerie continue à assurer le paiement des petites taxes. Le niveau de mobilisation de la contrepartie est jugé plutôt insatisfaisant.

Main issues

Le total de la contrepartie mobilisée au 31 août 2018 est de 155 178 Euros équivalant à 176 054 USD sur la prévision de 916 000 USD, soit un taux de 19,22%. La contrepartie est constituée de la contribution en numéraire versée en 2014 et 2015 pour 1 milliard STD au total (40 816 Euros). Aucun versement n'a été fait depuis 2015. Cela n'a quand même pas compromis la mise en œuvre du projet.

Le gouvernement a affecté au PAPAC des locaux à usage de bureaux en septembre 2017. Le PAPAC a déménagé dans les nouveaux locaux le 12 décembre 2017, le contrat de location des anciens locaux étant terminé au 31/12/2017. La valeur locative de ces locaux est en train d'être estimée par la Direction du Patrimoine de l'Etat. Cette valeur sera intégrée comme apport en contrepartie, annuellement.

Compliance with Loan Covenants

Rating: 5

Previous rating: 4

Justification of rating

La mission note que les dispositions de l'Accord de financement sont globalement respectées, sauf pour la mobilisation de la contrepartie en numéraire. Cela n'a pas toutefois compromis la mise en œuvre du projet. Le respect des clauses de l'accord de financement est jugé satisfaisant.

Main issues

Les dispositions requises annuellement ont été respectées pour la soumission au FIDA du PTBA, des états financiers et du rapport d'audit. L'Etat a versé une somme de STD 1.000.000.000 STD (1 million STN) en 2014 et 2015. Les exonérations de taxes sont valorisées et comptabilisées. La contrepartie en numéraire n'a pas été mobilisée pour 2016 et 2017.

Procurement

Procurement

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

La qualité de la passation des marchés est jugée plutôt satisfaisante. Le plan de passation de marchés est respecté mais deux marchés sur les quatre qui ont été lancés, sont infructueux.

Procurement Review

La passation des marchés de l'exercice 2018 porte sur 4 marchés : une consultation restreinte internationale pour l'audit externe du projet ; une comparaison de trois factures proforma internationales pour l'acquisition d'un matériel d'irrigation; une consultation restreinte internationale pour l'étude de faisabilité pour la restructuration du centre de traitement de poivre biologique de la CEPIBA à Rio Lima et une consultation restreinte internationale pour l'étude de management des plantations de café en système agroforestier et biologique. Les résultats sont souvent infructueux.

Le projet doit revoir la stratégie de ciblage des entités consultées pour réussir à avoir plusieurs offres pour les consultations restreintes des études.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Financial Management & Execution		
Revoir la stratégie de ciblage des entités consultées pour réussir à avoir plusieurs offres pour les consultations restreintes des études	RAF/Coordo	10/2018

F. Agreed Actions

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Overview and Project Progress		
Cadre commun aux OP Finaliser la mise en place du processus IGP (AFD)	UGP	12/2018
Infrastructures rurales Clarifier les modalités de gestion de l'infrastructure de distribution d'eau de Rio Lima Elaborer un projet de rénovation et développement industriel du centre de traitement de poivre de Rio Lima (faisabilité technico-économique) Veiller à la formation du personnel technique et du responsable qualité du centre d'Agua Casada à l'usage et l'entretien de la machine de déparchage et dépelliculage / polissage du café. Réhabiliter le séchoir « traditionnel » d'A. Casada avec contribution de la CECAFEB	UGP/coop	03/2019
Appui aux OP Renforcer la CECAFEB dans la gestion des bases de données (collecte, traitement) surtout pour les données de production Accompagner la CECAFEB à élaborer un compte d'exploitation et de résultat prévisionnel sur 5 ou 10 ans Réalisation d'un voyage d'étude « poivre » et « IGP » au Cameroun	UGP/Coop	03/2019
Development Effectiveness		

Accès et disponibilité systématique aux données désagrégées Suivi systématique des données désagrégées sur les femmes et les jeunes dans la base de données du PAPAC, les rapports des coopératives, et les rapports du PAPAC	RSE, Gestionnaire de la base	12/2018
Sustainability and Scaling Up		
communautés Poursuivre la sensibilisation / formation des communautés et associations à la dynamique coopérative, associativisme, leadership, etc.	UGP	12/2018
transfert de propriété Inventorier les investissements réalisés en faveur des coopératives et les soumettre au MADR pour un transfert de propriété	ÚCG	03/2019
Formations Partager avec des centres de formation professionnels les activités / innovations du projet	UGP	06/2019
filières d'élevage Evaluer l'expérience des filières d'élevage (poulet, porc)	UGP	06/2019
Project Management		
Fourniture de données fiables et complètes par les coopératives Respecter les modèles trimestriels et s'assurer que les données insérées sont correctes (contractuel)	Coopératives, RSE, Gestionnaire de la base de données	10/2018
Vérification Cibles RMP Dans tous les documents rédigés et tableaux émis, vérifier que les cibles indiquées sont bien celles de la RMP (cf. Annexe 1 : Cadre logique du PAPAC révisé à la RMP (avec cibles), DT RMP, p29)	RSE, Gestionnaire de la base de données	10/2018
Contrôle de la cohérence des données Une fois les données et rapports, notamment les cibles, acceptés par le FIDA, ne plus les modifier.	RSE, Gestionnaire de la base de données	10/2018
Finalisation et actualisation du cadre logique Remplir les données actualisées dans le cadre logique (version février 2018) et vérifier les données déjà insérées	RSE, Gestionnaire de la base de données avec l'appui de l'AT AFD	10/2018
Suivre la feuille de route pour l'achèvement du projet située en annexe	Coordinatrice, RSE	10/2018
MADR Impliquer davantage les services centraux du MADR dans le suivi/supervision des activités du projet	MADR	12/2018

transfert véhicules au MADR Régulariser le transfert des véhicules et motos au MADR par une requête de l'Emprunteur adressée au FIDA	UGP/MADR	12/2018
Assurer la correspondance Exécution technique et financière Dans les rapports semestriels et annuels, insérer un tableau de correspondance entre taux d'exécution technique et financière en fonction des composantes.	RSE, RAF	12/2018
Accès aux données de CECAB et CECAQ11 après la fin des appuis Signer un contrat avec CECAB et CECAQ 11 pour la fourniture des données sur les résultats pour 2019 (production commercialisée, ...)	Coordinatrice, RSE	01/2019
Assurer la disponibilité et le contrôle qualité des données actualisées Prévoir deux missions d'accompagnement/cadrage pour la consolidation des données gérées par le projet et la consolidation des rapports en prévision des études et mission d'achèvement.	RSE, Gestionnaire de la base de données	02/2019
Etude complète sur la capitalisation des modèles économiques et l'évaluation des options agronomiques appliquées Rédiger un avenant aux TdR de l'étude sur les modèles économiques sur la base des TdR proposés dans la mission, Demander l'ANO au FIDA Demander le complément de dossier aux consultants sélectionnés dans le processus gré à gré Réaliser l'étude	Coordinatrice, RSE, Gestionnaire de la base de données	03/2019
Etude d'effets quantitative et qualitative sur les femmes et les jeunes, intégrant des études de cas Lancer l'étude sur la base des TdR proposés par la mission et réaliser l'étude	Coordinatrice, RSE, Gestionnaire de la base de données	06/2019
Financial Management & Execution		
Revoir la stratégie de ciblage des entités consultées pour réussir à avoir plusieurs offres pour les consultations restreintes des études	RAF/Coordo	10/2018
Recruter un Comptable	RAF/COORDONNATEUR	
S'attacher les services d'un juriste expérimenté pour faire face aux droits du personnel déflaté	RAF/COORDONNATEUR	
Etablir des avenants aux contrats de travail pour le personnel encore en service	RAF/COMPTABLE	
Evaluer systématiquement les employés clés		
Réviser le paramétrage du tableau des ressources et des emplois	RAF	

Joindre les documents pour le justificatif des frais de voyage	RAF	
S'assurer de la disponibilité des bons de livraison pour les achats de fournitures ou de consommables, au niveau des coopératives.	RAF/Comptable	

Smallholder Commercial Agriculture Project

Logical Framework

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2017)	Cumulative Result (2017)	Cumulative Result % (2017)	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1.b Estimated corresponding total number of households members										HH Size=4 persons per household
	Household members			18 500	816	16 820	90.9				
	1.a Corresponding number of households reached										
	Households			4 750	204	4 205	88.5				
	Women-headed households			1 670	341	1 732	103.7				
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project										
	Males			2 375	408	8 410	354.1				
	Total number of persons receiving services			4 750	816	16 820	354.1				
	Females			2 375	408	8 410	354.1				
Goal Contribuer à réduire la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire dans les zones ciblées du projet, sur les deux îles de Sao Tomé et Principe	Réduction de l'incidence de la pauvreté rurale dans les communautés ciblées							"Enquête d'impact par district , Enquêtes d'impact SYGRI, MICS, EBC, QUIBB, RGPH "			Instabilité politique Capitalisation du dispositif institutionnel du PAPAFA et délégation de la maitrise d'ouvrage aux coopératives Capital social grandissant des populations cibles
	incidence pauvreté rurale			10							
	Réduction du taux malnutrition des enfants <5 ans										
	malnutrition chronique	4		2							
	insuffisance pondérale	8.8		6.8							
	malnutrition aiguë	17.2		15.2							
	Réduction de la disette										
	durée (en mois)	2.8		1.5							
	ménages touchés	19		10							

Objective Fournir aux ménages ruraux les plus vulnérables un accès durable à des revenus issus de la valorisation équitable de leurs productions végétales et animales sur des marchés de niche à l'exportation et sur le marché interne	Augmentation du revenu moyen annuel des producteurs (en Dbs)							Compte d'exploitation producteurs/coopérative, Système comptable des coopératives d'exportation, Statistiques douanières, Contrat signé avec le partenaire commercial, Enquêtes et études de cas				"Pratique de stratégies ""extensives"" par des acteurs commerciaux Prix négociés avec les partenaires extérieurs très inférieurs/moins attractifs que ceux du marché local Fidélisation des ménages/planteurs, qualité et stabilité des partenariats commerciaux des coopératives
	revenu moyen annuel des producteurs de volailles	24 000		31 000	0	0	0					
	revenu moyen annuel des producteurs CEPIBA issu des cultures d'exportation	14 700		60 000	3.5	18.7	0					
	revenu moyen annuel des producteurs CECAFEB issu des cultures d'exportation	4 800		14 400	2.8	4.6	0					
	revenu moyen annuel des producteurs de porcs	24 000		32 000	0	0	0					
	revenu moyen annuel des producteurs CECAB issu des cultures d'exportation	24 000		29 000	-4.1	22	0.1					
	revenu moyen annuel des producteurs CECAQ 11 issu des cultures d'exportation	10 800		21 600	-2	14.6	0.1					
	Augmentation du prix au producteur (% du prix FOB)											
	% du prix FOB au producteur CEPIBA	65		73	62.7	62.7	85.9					
	% du prix FOB au producteur CECAFEB	60		65	69	69	106.2					
	% du prix FOB au producteur CECAQ11	64		70	72.5	72.5	103.6					
	% du prix FOB au producteur CECAB	65		75	75	75	100					

Outcome 1.Les planteurs de Sao Tomé et de Principe, anciens et nouveaux, se sont professionnalisés techniquement et économiquement	Nbre planteurs classés professionnels (par type de ménages)						"Fichiers ""membres"" , ""production"" et ""vergers"" des coopératives Enquêtes et études de cas Comptes d'exploitation planteurs et coopérative Plans d'affaires des coopératives "			Aléas climatiques Appui à l'irrigation Marginalisation ou exclusion des ménages les plus vulnérables Appuis spécifiques à ces types de ménages	
	Nbre planteurs			4 350	250	3 697					85
	% des groupes de production agricole opérationnels après 3 ans										
	groupes de production agricole			100	100	100					100
	Volume de la production commercialisée (en T/an)										
	Production CECAFEB	14		60	5.2	9.2					15.3
	Production CEPIBA	8		35	1.1	14.3					40.9
	Production CECAB	800		1 700	-3	970					57.1
	Production CECAQ 11	250		500	27	302					60.4
	Nbre producteurs ont augmenté leurs rendements										
	producteurs			3 840	401	2 506					65.3
	Nbre producteurs ont adopté au moins une technique recommandée										
	producteurs			3 840	1 284	3 449					89.8
Output Les capacités de production des acteurs ruraux sont renforcées	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies						"Conventions triennales, contrats annuels d'objectifs PAPAC-coopératives Fiches suivi/Rapports trimestriels d'activités des coopératives Rapports supervision cellule S&E de l'UGP Rapports supervision FIDA "				
	Men trained in crop			2 968	606	1 775				59.8	
	Young people trained in crop			1 305	0	0				0	
	Women trained in crop			1 382	423	1 095				79.2	
	Total persons trained in livestock			100	23	40				40	
	Men trained in livestock			30	8	11				36.7	
	Women trained in livestock			70	15	29				41.4	
	Total persons trained in crop			5 655	1 029	2 870				50.8	

	Groupes de production agricole et de bétail créés/consolidés									
	Groupe de production agricole et de bétail			95	-5	85				89.5
	Groupes de production agricole et de bétail créés/consolidés comptant des femmes dans leur instance de direction									
	Groupe de production agricole et de bétail			67	-12	53				79.1
	Membres des groupes de production agricole et de bétail									
	Males			2 968	35	2 635				88.8
	Females			1 382	80	1 481				107.2
	ha superficies réhabilitées									
	superficies réhabilitées			2 530	1 384	2 754				108.9
	Personnes formées dans le domaine de la post-production, de la transformation et de la commercialisation									
	Females			292	687	929				318.2
	Males			681	678	1 488				218.5
	Outcome 2. Les quatre coopératives et leurs associations (à Sao Tome comme à Principe) sont fortes institutionnellement et rentables financièrement, en relation durable et équitable avec des partenaires extérieurs	% des installations de transformation et stockage sont fonctionnels*								"Contrat de partenariats signé avec d'autres bailleurs Compte d'exploitation et audit financier annuel des coopératives Enquêtes et études de cas "
installation de transformation et stockage				80	0	100	125			
% des groupes de commercialisation sont fonctionnels* avec une autosuffisance financière (point d'équilibre atteint)										
groupes de commercialisation				100	0				50	50
Groupe des commercialisation formés/consolidés										
groupes de commercialisation				4	0				4	100
Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés										
Females				1 382	80				1 481	107.2
Males				2 968	35				2 635	88.8

	Nbre producteurs bénéficient d'un plus large accès au marché* >30% femmes et >30% jeunes									
	Males			3 045	0	2 645				86.9
	Females			1 305	80	1 481				113.5
	Young			1 305						
Output Des infrastructures rurales productives sont construites, améliorant la qualité des produits transformés et facilitant leur commercialisation par les coopératives	2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated									
	Processing facilities constructed/rehabilitated			96	21	73				76
	Nbre personnes formées à la gestion des infrastructures									
	Females			117	20	76				65
	Young			117						
	Males			273	200	332	121.6			
	Personnes formées aux affaires de l'entrepreneuriat									
	Females			392	75	391	99.7			
	Males			913	260	1 002	109.7			

Sao Tome and Principe

Smallholder Commercial Agriculture Project

Supervision Report

Appendix 1: Financial: actual financial performance; by financier by component and disbursements by category

Mission Dates: 8-25 Septembre 2018

Document Date: 23/10/2018

Project No. 1100001687

Report No. 4883-ST

West and Central Africa Division
Programme Management Department

Appendice 1 : Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Dons 2000000840 et 2000001546

Exécution des obligations de financement par source de financement au 31 Août 2018 (en USD)

Source de financement	Pré-évaluation en USD	Montant USD actualisé	Décaissements effectifs au 30/09/2017 (USD)	Taux de décaissement effectif au 31/08/2018	DRF en cours d'envoi au FIDA (USD)	Décaissements effectifs + DRF en cours	Taux de décaissement prév. avec DRF en cours
Don FIDA 2000000840	3 001 000	2 732 804,24	2 684 144,74	98,22%	-	2 684 144,74	98,22%
Don FIDA 2000001546	3 001 000	3 048 007,09	2 435 325,40	79,90%	265 790,54	2 701 115,94	88,62%
Total financement FIDA	6 002 000	5 780 811,33	5 119 470,14	88,56%		5 385 261	93,16%
Gouvernement	916 000	916 000,00	176 054,27	19,22%		176 054,27	19,22%
AFD	706 000	600 000,00	194 674,62	32,45%		194 674,62	32,45%
Bénéficiaires	1 047 000	1 047 000,00	709 000,42	67,72%		709 000,42	67,72%
Gap financier	1 183 000					-	-
TOTAL PROJET	9 854 000	8 343 811,33	6 199 199,45	74,30%	265 790,54	6 464 989,99	77,48%

Notes :

Don 1 de 1 950 000 DTS:

taux de réception des fonds FIDA : DTS/ USD: 1,4014

taux conversion DTS /USD à signature de l'AF: 1,5390

Don 2 de 2 171 844 DTS:

taux de réception des fonds FIDA : DTS/USD: 1,4034

taux conversion DTS /USD à la signature de l'AF: 1,3818

Prévision taux de recouvrement de 100% sur
DRF N°13 Don 1 de 67 097 USD

Décaissement 0%

Prévision taux de recouvrement de 30% sur
DRF N°7 Don 2 de 379 700 USD:

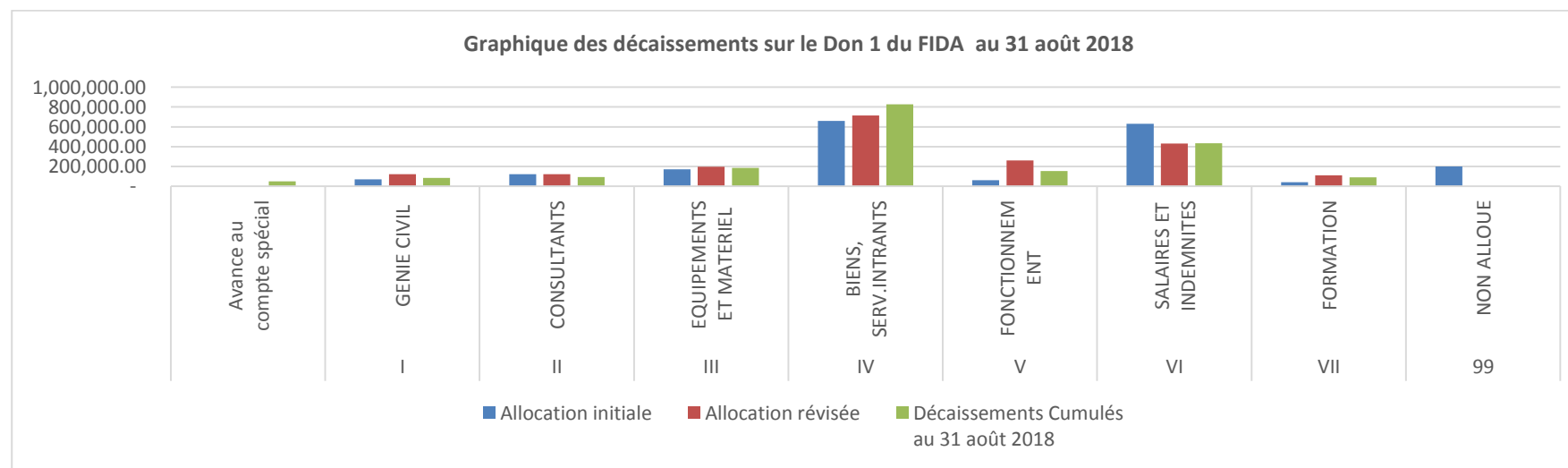
Décaissement 70%

Dons 2000000840 et 2000001546
Performance financière effective par bailleur de fonds par composante (en milliers d'USD)

	Don initial et don complémentaire du FIDA				Gouvernement				AFD				Bénéficiaires				Ecart financier			Total toutes sources de financement			
Composante	Montant approuvé Cost Tab initial	Cost Tab révisé RMP	Réalisation effective	% cost tab révisé	Montant approuvé Cost Tab initial	Cost Tab révisé	Réalisation effective	% cost tab révisé	Montant approuvé Cost Tab initial	Montant Accord signé	Réalisation effective	% accord	Montant approuvé Cost Tab initial	Cost Tab révisé	Réalisation effective	% cost tab initial = révisé	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé Cost Tab initial	Cost Tab révisé RMP	Réalisation effective	% cost tab révisé
A. DEVELOPPEMENT DES PLANTATIONS	1114	1678	1390,8	83%	236	85	18,9	22,2%	19	20	-	0%	764	764	370,6	48,5%	752	-	-	2885	2547	1780	70%
Plantations	1114	1678	1390,8	83%	236	85	18,9	22,2%	19	20	-	0%	764	764	370,6	48,5%	752	-	-	2 885	2 547	1 780,2	70%
B. CONSOLIDATION DES ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS	2 436	1 876	1596,5	85%	390	674	31,62	4,7%	687	580	195	34%	165	165	338	5	397	-		4 075	3 295	2 161	66%
B1. Infrastructures rurales	686	785	701,0	89%	119	10	25,3	263,5%	46	46	-	0%	109	109	65	59%	237	-	-	1 197	950	791,1	83%
B2. Organisation et gestion	1 142	634	515,8	81%	229	87	-	0,0%	376	376	194,7	52%	56	56	269	480%	145	-	-	1 948	1 153	979,0	85%
B3. Cadre commun &CTechnUGP	608	457	379,7	83%	42	577	6,3	1,1%	265	158	-	0%	0	0	5	0%	15	-	-	930	1 192	391,1	33%
C. NOUVEAUX DOMAINES D'INTERVENTION	603	329	310,6	94%	114	9	5,28	58,7%	-	-	-	-	118	118	0	-	24	-	-	859	456	315,9	69%
C1. Micro irrigation	452	207	180,4	87%	82	5	2,7	54,1%	-	-	-	-	113	113	0	-	12	-	-	659	325	183,1	56%
C2. Elevage	151	122	106,7	87%	32	4	2,6	64,5%	-	-	-	-	5	5	0	-	12	-	-	200	131	109,3	83%
C3. Café Robusta	0	0	23,5				-				-		0							0	0	23,5	
D. GESTION ET ACCOMPAGNEMENT DU PROGRAMME	1 849	1 871	1 341,6	72%	176	148	112,2	75,6%	-	-	-	-	-		-	-	10	-	-	2 035	2 019	1 453,8	72%
Coordination, Administration	1 389	1 411	1027,8	73%	146	109	99,5	91,0%	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-	1 535	1 520	1 127,3	74%
Suivi-évaluation	460	460	313,8	68%	30	39	12,7	32,5%	-	-	-	-	-	0	-	-	10	-	-	500	499	326,4	65%
Total	6 002	5 754	4 639,4	80,6%	916	916	168,0	18,34%	706	600	194,7	32,45%	1 047	1 047	709,0	67,72%	1 183	-	-	9 854	8 317	5 711	68,67%

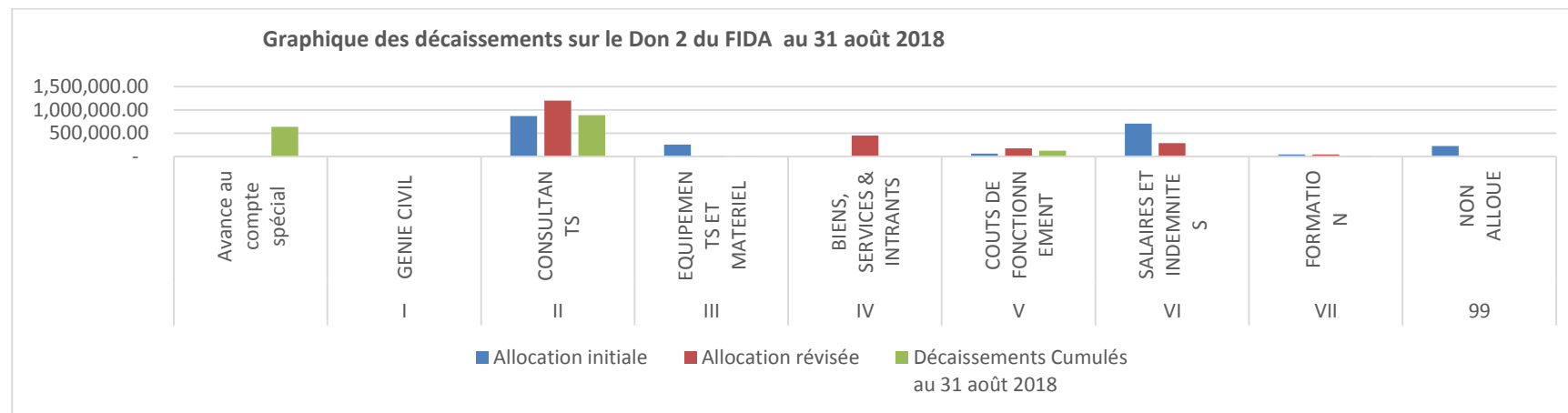
Décassements sur le Don 1 du FIDA N° 2000000840 au 31 Août 2018 (en DTS)

Catégories	Rubriques	Allocation initiale	Allocation révisée	Décassements Cumulés au 31 août 2018	% décaissement au 31 août 2018	Solde disponible (DTS)
	Avance au compte spécial	-	-	49 644,11	0,00	-49 644,11
I	GENIE CIVIL	70 000	120 000	82 504,19	68,75%	37 495,81
II	CONSULTANTS	120 000	120 000	92 143,81	76,79%	27 856,19
III	EQUIPEMENTS ET MATERIEL	170 000	195 000	186 104,30	95,44%	8 895,70
IV	BIENS, SERVICES ET INTRANTS	660 000	715 000	828 162,54	115,83%	-113 162,54
V	COUTS DE FONCTIONNEMENT	60 000	260 000	153 409,05	59,00%	106 590,95
VI	SALAIRES ET INDEMNITES	630 000	430 000	432 804,74	100,65%	-2 804,74
VII	FORMATION	40 000	110 000	90 506,14	82,28%	19 493,86
99	NON ALLOUE	200 000	0	-	-	-
	TOTAUX	1 950 000	1 950 000	1 915 278,88	98,22%	34 721,12



Décassements sur le Don 2 N° 2000001546 du FIDA au 31 Août 2018 (en DTS)

Catégories	Rubriques	Allocation initiale	Allocation révisée	Décassements Cumulés au 31 août 2018	% décaissement au 31 août 2018	Solde disponible (DTS)
	Avance au compte spécial	-	-	640 933,20		-640 933,20
I	GENIE CIVIL	0	0	0,00		0,00
II	CONSULTANTS	870 000	1 200 000	891 894,23	74,32%	308 105,77
III	EQUIPEMENTS ET MATERIEL	260 000	11 844	8 533,90	72,05%	3 310,10
IV	BIENS, SERVICES & INTRANTS	0	450 000	0,00	0,00%	450 000,00
V	COUTS DE FONCTIONNEMENT	60 000	175 000	127 298,47	72,74%	47 701,53
VI	SALAIRES ET INDEMNITES	710 000	290 000		0,00%	290 000,00
VII	FORMATION	45 000	45 000	11 500,46	25,56%	33 499,54
99	NON ALLOUE	226 844	0	-		-
	TOTAUX	2 171 844	2 171 844	1 680 160,26	77,36%	491 683,74



Appendice 3: Conformité avec les clauses de l'accord de don

Section	Disposition	Date butoir	Niveau d'exécution/ Date
Section B.3 Compte dédié	Pour chaque Don : Un compte désigné en Euro sera ouvert au nom du Projet auprès d'une institution financière à Sao Tomé ayant l'agrément du Fonds pour recevoir les ressources du don.	2014 (don 1) 2016 (don 2)	Disposition respectée: Compte Don 1 ouvert en 2014.
Section B.4 Cpte opération	un compte d'opération libellé en STD sera ouvert au nom du projet auprès d'une institution financière à Sao Tomé ayant l'agrément du Fonds, pour les opérations relatives au Projet	2014	Disposition respectée: Compte Don 2 ouvert en 2016.
Section B.5 Compte des coopératives	Un compte dédié libellé en STD par le compte d'opération sera ouvert au niveau de chaque coopérative auprès d'une institution financière à Sao tomé ayant l'agrément du Fonds	2014	Disposition respectée: Compte ouvert par chaque coopérative.
Section B.4 Contrepartie	Un compte de fonds de contrepartie sera ouvert libellé en STD sera ouvert au nom du Projet auprès d'une institution financière à Sao Tomé ayant l'agrément du Fonds	2014	Disposition respectée: Le projet a ouvert un nouveau compte en 2014 pour la contrepartie.
Section B.7 Contribution du Bénéficiaire	La contribution du Bénéficiaire au financement du projet est estimée à 917.000 \$EU. Ce montant inclut notamment (a) l'ensemble de droit, impôts et taxes grevant les biens et services qui seront pris en charge par le Bénéficiaire au moyen d'exonération ou en ayant recours à la procédure des chèques tirés sur le Trésor, (b) la contribution du Bénéficiaire sous forme de Fonds de contrepartie aux taxes grevant les petites dépenses et à celles pour lesquelles le recours à la procédure d'exonération ou des chèques tirés sur le Trésor est impossible.	Annuellement	Disposition partiellement respectée : En 2014 et 2015 le gouvernement a versé une somme de STD 1.000.000.000. Les exonérations de taxes sont valorisées et comptabilisées. La contrepartie en numéraire n'a pas été mobilisée pour 2016 et 2017. Contrepartie apportée pour l'année 2018 : locaux à usage de bureaux
Section E.2 Conditions préalables au décaissement	Les éléments ci-dessous constituent les conditions préalables aux décaissements (a) un premier dépôt minimal de 500.000 .000 STD a été effectué par le Gouvernement; (b) L'arrêté portant création de Comité de Pilotage du Projet (CP) est pris (c) Le Décret portant création de l'UGP est pris, (d) Le personnel clé du Projet est reconduit au PAPAFA, ou recruté par l'Agent Principal selon les procédures nationales, avec l'agrément du Fonds; (e) Le manuel des procédures financières administratives et comptables et le manuel d'exécution sont élaborés et approuvés	2014-2015	Disposition respectée: Toutes les conditions préalables aux décaissements ont été remplies et le don est entré en vigueur
Para 21 Lettre au Bénéficiaire	Les ressources mises à disposition dans le cadre du don ne peuvent pas être utilisées pour le paiement des taxes ou d'impôts	Permanent	Disposition respectée.
Para 24 Lettre au Bénéficiaire	Conformément aux directives du FIDA concernant la passation des marchés, chaque PPM inclura les contrats proposés, les méthodes de passation des marchés et les procédures d'examen connexes du FIDA	Annuellement	Disposition respectée
Para 30 Lettre au Bénéficiaire	Au plus tard 120 jours après l'entrée en vigueur de l'accord de don, le Bénéficiaire désignera des auditeurs indépendants, choisis conformément aux procédures et critères énoncés dans les directives du. Rapport d'audit à envoyer chaque année avant le 30 juin.	120 jours après entrée en vigueur	Disposition respectée; rapports d'audit envoyés avant le 30 juin.
Section 7.01 (b) conditions générales	Les Projets sont mis en œuvre sur la base d'un PTBA [...] avant le début de chaque année, l'agent principal du Projet soumet à l'organisme de contrôle désigné par le Bénéficiaire le projet PTBA pour examen. A l'issue de cet examen, l'agent principal du projet soumet au Fonds, pour observations, la version provisoire du PTBA, au plus tard 60 jours avant le début de l'année du projet considérée.	60 jours avant le début de l'année	Disposition respectée
Section 9.02 (b) conditions générales	Le Bénéficiaire remet au Fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés des opérations, des ressources et des dépenses relatives au projet, établis conformément aux normes et procédures agréées par le Fonds	Annuellement : 30 avril	Disposition respectée

Sao Tome and Principe

Smallholder Commercial Agriculture Project

Supervision Report

Appendix 2: Physical progress measured against AWP&B

Mission Dates: 8-25 Septembre 2018
Document Date: 23/10/2018
Project No. 1100001687
Report No. 4883-ST

West and Central Africa Division
Programme Management Department

Appendice 2 : Etat d'avancement par rapport au PTBA

Les données sont issues de la base de données du PAPAC et des données fournies par la cellule SE. Comme indiqué dans l'aide-mémoire, la complétude des données et leur fiabilité ont été questionnées et doivent être améliorées d'ici la fin du projet.

[illegible]

			PTBA 2018			Cumulatif sur tout le projet			commentaires
Indicateur	Unité	Valeur de Réf.	cible	valeur atteinte	% atteinte	valeur cumulée atteinte	cible totale finale (RMP)	% atteinte sur tout le projet	
CECAB	%	/	0,8	/	/	ND	ND	ND	
CECAQ 11	%	/	0,8	1	100%	ND	ND	ND	
CECAFEB	%	/	0,8	0,56	112%	ND	ND	ND	
CEPIBA	%	/	0,8	S.R	ND	ND	ND	ND	
4350 personnes formées aux méthodes/ techniques de production agricole* (> 30% de femmes et 30% jeunes)									
CECAB	Nombre	/	0		/	2139			
CECAQ 11	Nombre	/	0	100	541%	1136			
CECAFEB	Nombre	/	52	29	66%	365			
CEPIBA	Nombre	/	0	88	88%	354			
95 groupes de production créés/renforcés* (associations)	Nombre	/		41	98%				
CECAB	Nombre	34	0			38			
CECAQ11	Nombre	18	0	20	100%	20			
CECAFEB	Nombre	10	0	9	64%	9			expliquer
CEPIBA	Nombre	17	0			21			
70% groupes ayant des femmes dans instances de décisions*									
CECAB	%	/	0,7				70	0%	
CECAQ 11	%	/	0,7	60	100%	60	70	86%	
CECAFEB	%	/	0,7	100	100%	100	70	143%	
CEPIBA	%	/	0,7	S.R			70	0%	
2530 ha superficies réhabilitées/mis en valeur	ha	/					2530		
CECAB	ha	/	0	/		1304	1000		
CECAQ 11	ha	/	200	200	100%	1165.5	1200		
CECAFEB	ha	/	40	12	40%	175	320		
CEPIBA	ha	/	7,8			24.07	15		
Production									
CECAQ11									
Taille	ha	0	200	204	102%				
Plante greffée distribuée (150000 dans les nouvelles communautés)	nb	0	25000	25000	100%				
Production de plants	nb	0	50000	50000	100%				
Cacaoyers improductifs transformés en productifs	nb	0	25000	28792	115%				
Régularisation d'ombrage	ha	0	200	570	285%				
Préparation du composte	T	0	25	30	120%				
CECAFEB									
Production de plantes (arabica)	nb	0	20000	9000	90%				
Production de plantes (Robusta)	nb	0	20000	4000	13%				
Régularisation d'ombrage	ha	0	30	12	40%				signé dans le contrat objectif
Traitement phytosanitaire	ha	0	310	0	0%				
Plantation	nb	0	16000	6720	42%				

			PTBA 2018			Cumulatif sur tout le projet			commentaires
Indicateur	Unité	Valeur de Réf.	cible	valeur atteinte	% atteinte	valeur cumulée atteinte	cible totale finale (RMP)	% atteinte sur tout le projet	
CEPIBA									
Surface de plantation suivie	ha	0	81	80,53	99%				
Plantation (Ouverture de surface)	nb	0	5,2	3,5	67%				
Trous préparés	nb	0	11700	3900	33%				
Plantes acquises produites et distribuées par coopérative (poivre)	nb	0	39000	11167	29%				
Plantes acquises produites et distribuées par coopérative (fleminja)	nb	0	30000	10500	35%				
Tuteurs introduits	nb	0	26000	8257	32%				
950 nouveaux "planteurs" appuyés: >30% femmes et >30% jeunes	Nb		111				950		
CECAB	Nb	0	0			216	250		
CECAQ 11	Nb	0	11	72	720%	278	300		
CECAFEB	Nb	0	40	34	85%	127	200		
CEPIBA	Nb	0	60	21	35%	223	200		
Composante B: Consolidation des Organisations de Producteurs (OP)									
78 Installations de transformation (séchoirs) aménagés/remises en état*	Nombre	0	0		#DIV/0!	70	78	90%	
CECAB	Nombre	0	0		#DIV/0!	16	16	100%	
CECAQ 11	Nombre	0	0	20	100%	43	43	100%	
CECAFEB	Nombre	0	0	4	80%	9	9	100%	
CEPIBA	Nombre	0	0	S.R	#VALUE!	2	2	100%	
8 installations de stockage* (magasins et bacs fermentation)		0	0		#DIV/0!	15	18	83%	
CECAB		0	0			4	4	100%	
CECAQ 11		0	0	0	100%	5	6	83%	
CECAFEB (AFD)		0	1	0	0%	6	6	100%	
CEPIBA		0	0	S.R		0	0		
400 personnes formées à la gestion des infrastructures* dont >30% femmes et 30% jeunes		0				3994			
CECAB	04(0	0			2139			
CECAQ 11		0	0	0	0%	1136			
CECAFEB		0		0	0%	365			
CEPIBA		0		S.R		354			
groupes de commercialisation formés/consolidés	nb	0	4	4	100%	4	4	100%	
coopératives avec des femmes dans les instances de décisions (dans bureau)	nb	0	4	3	75%	4	4	100%	
4350 membres des groupes de commercialisation formés/consolidés* >30% de femmes et 30% jeunes	Nb	/		4079		4079	4350	94%	
Femmes	nb	ND				35	30	117%	
jeunes	nb	ND				ND	30		non suivi
CECAB (Total membres)	Nombre	2051	/	/	/	/	2400	ND	Non disponible car non suivi
Femmes	%	ND	/	/	/	/	30	ND	

			PTBA 2018			Cumulatif sur tout le projet			commentaires
Indicateur	Unité	Valeur de Réf.	cible	valeur atteinte	% atteinte	valeur cumulée atteinte	cible totale finale (RMP)	% atteinte sur tout le projet	
jeunes	%	ND	/	/	/	/	30	ND	non suivi
CECAQ 11 (Total membres)	Nombre	958	1189	1136	96%	1136	1300	87%	
Femmes	%	ND		35	103%	35	30	117%	
jeunes	%	ND	ND	ND	ND	ND	30	ND	non suivi
CECAFEB (Total membres)	Nombre	231	450	447	100%	447	310	144%	
Femmes	%	ND	30	31	100%	31	30	103%	
jeunes	%	ND	ND	ND	ND	ND	30	ND	non suivi
CEPIBA (Total membres)	Nombre	168	401	354	88%	354	340	104%	
Femmes	%	ND	30	35	118%	35	30	117%	
jeunes	%	ND	ND	ND	ND	ND	30	ND	non suivi
plans d'affaires triennaux élaborés et actualisés à terme	Nb	0	0	3	100%				
Audits annuels réalisés par les coopératives et non qualifiés	Nb	0	3	3	100%	15	21	71%	
Voyages d'échanges internationaux entre OP de mêmes filières	Nb	0	0	0	0%	4	4	100%	
Etudes de marché réalisées	Nb	0	0	0	0%	1	4	25%	
Participation à 5 foires	Nb	0	0	0	0%	3	5	60%	
chats mutualisés	Nb	0	0	0	0%	4	4	100%	
Composante C : Nouveaux types d'intervention									
superficie de périmètre de (micro)-irrigation aménagés ou réhabilités*	ha	0	4,16	0,02	0%	0,1	4,24	2%	
ménages équipés et formés en micro-irrigation	nb	0	52	2	4%	16	66	24%	revu en 2018 à 30 au lieu de 52 en raison de la suppression de la participation de 50% des bénéficiaires
personnes formées aux méthodes et techniques de production animale* dont >30 femmes et >30 jeunes	nb	0	0	0	0%	32	100	32%	activité arrêtée en 2018
porcs	nb	0	0	/	/	24	50	48%	données RMP
femmes	nb	0	0	/	/	14	15	93%	données RMP
jeunes	nb	0	0	/	/	13	15	87%	données RMP
aviculture	nb	0	0	/	/	8	50	16%	données RMP
femmes	nb	0	0	/	/	5	15	33%	données RMP
jeunes	nb	0	0	/	/	4	15	27%	données RMP

Sao Tome and Principe

Smallholder Commercial Agriculture Project

Supervision Report

Appendix 3: Compliance with legal covenants: status of implementation

Mission Dates: 8-25 Septembre 2018
Document Date: 23/10/2018
Project No. 1100001687
Report No. 4883-ST

West and Central Africa Division
Programme Management Department

Appendice 3: Conformité avec les clauses de l'accord de don

Section	Disposition	Date butoir	Niveau d'exécution/ Date
Section B.3 Compte dédié	Pour chaque Don : Un compte désigné en Euro sera ouvert au nom du Projet auprès d'une institution financière à Sao Tomé ayant l'agrément du Fonds pour recevoir les ressources du don.	2014 (don 1) 2016 (don 2)	Disposition respectée: Compte Don 1 ouvert en 2014.
Section B.4 Cpte opération	un compte d'opération libellé en STD sera ouvert au nom du projet auprès d'une institution financière à Sao Tomé ayant l'agrément du Fonds, pour les opérations relatives au Projet	2014	Disposition respectée: Compte Don 2 ouvert en 2016.
Section B.5 Compte des coopératives	Un compte dédié libellé en STD par le compte d'opération sera ouvert au niveau de chaque coopérative auprès d'une institution financière à Sao tomé ayant l'agrément du Fonds	2014	Disposition respectée: Compte ouvert par chaque coopérative.
Section B.4 Contrepartie	Un compte de fonds de contrepartie sera ouvert libellé en STD sera ouvert au nom du Projet auprès d'une institution financière à Sao Tomé ayant l'agrément du Fonds	2014	Disposition respectée: Le projet a ouvert un nouveau compte en 2014 pour la contrepartie.
Section B.7 Contribution du Bénéficiaire	La contribution du Bénéficiaire au financement du projet est estimée à 917.000 \$EU. Ce montant inclut notamment (a) l'ensemble de droit, impôts et taxes grevant les biens et services qui seront pris en charge par le Bénéficiaire au moyen d'exonération ou en ayant recours à la procédure des chèques tirés sur le Trésor, (b) la contribution du Bénéficiaire sous forme de Fonds de contrepartie aux taxes grevant les petites dépenses et à celles pour lesquelles le recours à la procédure d'exonération ou des chèques tirés sur le Trésor est impossible.	Annuellement	Disposition partiellement respectée : En 2014 et 2015 le gouvernement a versé une somme de STD 1.000.000.000. Les exonérations de taxes sont valorisées et comptabilisées. La contrepartie en numéraire n'a pas été mobilisée pour 2016 et 2017. Contrepartie apportée pour l'année 2018 : locaux à usage de bureaux
Section E.2 Conditions préalables au décaissement	Les éléments ci-dessous constituent les conditions préalables aux décaissements (a) un premier dépôt minimal de 500.000 .000 STD a été effectué par le Gouvernement; (b) L'arrêté portant création de Comité de Pilotage du Projet (CP) est pris (c) Le Décret portant création de l'UGP est pris, (d) Le personnel clé du Projet est reconduit au PAPAFA, ou recruté par l'Agent Principal selon les procédures nationales, avec l'agrément du Fonds; (e) Le manuel des procédures financières administratives et comptables et le manuel d'exécution sont élaborés et approuvés	2014-2015	Disposition respectée: Toutes les conditions préalables aux décaissements ont été remplies et le don est entré en vigueur
Para 21 Lettre au Bénéficiaire	Les ressources mises à disposition dans le cadre du don ne peuvent pas être utilisées pour le paiement des taxes ou d'impôts	Permanent	Disposition respectée.
Para 24 Lettre au Bénéficiaire	Conformément aux directives du FIDA concernant la passation des marchés, chaque PPM inclura les contrats proposés, les méthodes de passation des marchés et les procédures d'examen connexes du FIDA	Annuellement	Disposition respectée
Para 30 Lettre au Bénéficiaire	Au plus tard 120 jours après l'entrée en vigueur de l'accord de don, le Bénéficiaire désignera des auditeurs indépendants, choisis conformément aux procédures et critères énoncés dans les directives du. Rapport d'audit à envoyer chaque année avant le 30 juin.	120 jours après entrée en vigueur	Disposition respectée; rapports d'audit envoyés avant le 30 juin.
Section 7.01 (b) conditions générales	Les Projets sont mis en œuvre sur la base d'un PTBA [...] avant le début de chaque année, l'agent principal du Projet soumet à l'organisme de contrôle désigné par le Bénéficiaire le projet PTBA pour examen. A l'issue de cet examen, l'agent principal du projet soumet au Fonds, pour observations, la version provisoire du PTBA, au plus tard 60 jours avant le début de l'année du projet considérée.	60 jours avant le début de l'année	Disposition respectée
Section 9.02 (b) conditions générales	Le Bénéficiaire remet au Fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés des opérations, des ressources et des dépenses relatives au projet, établis conformément aux normes et procédures agréées par le Fonds	Annuellement : 30 avril	Disposition respectée